

# La Presse

cyberpresse.ca



Oliver Kahn

### Un concept d'hébergement né de l'automobile

Cahier L'Auto

Marc Cassivi > envoyé spécial

### Mondial: l'Allemagne devra se surpasser

Cahier Sports, pages S2 à S4

## LES BOYS FONT LA FÊTE



Photo IVANOË DEMERS, La Presse

José Théodore sait défendre un filet de gardien de but, mais il sait aussi jouer de la guitare. Il est d'ailleurs monté sur la scène du parc Maisonneuve hier soir devant 200 000 personnes pour accompagner Éric Lapointe sur la chanson *Les Boys*. Le 10<sup>e</sup> spectacle de la Fête nationale réunissait aussi Nanette Workman, Claude Dubois, Mes aïeux, Mélanie Renaud et Jean-Pierre Ferland. Beaucoup de fleurdelisés, beaucoup d'énergie, d'artistes talentueux, mais très peu d'élans patriotiques. Nos informations en A3 et A4.

# Bush lâche Arafat

### Les États-Unis appuieront la création d'un État palestinien, mais avec de nouveaux dirigeants



MARTIN VALLIÈRES  
LA PRESSE À WASHINGTON

LES ÉTATS-UNIS appuieront la création d'un État palestinien dans le but d'apaiser le conflit avec Israël, avec l'aide d'autres pays et des organisations internationales, mais à condition d'un changement rapide et complet du leadership palestinien, a indiqué hier George W. Bush.

Ainsi, sans prononcer le nom de Yasser Arafat, mais en le critiquant vivement, le président des États-Unis a énoncé sans équivoque que le dirigeant palestinien et ses lieutenant devaient céder leur place rapidement, et pour de bon.

« Ma vision est celle de deux États vivant côte à côte. Mais la paix requiert un leadership palesti-

nien nouveau et différent afin qu'un État palestinien puisse être créé, a dit le président Bush dans une déclaration très attendue à Washington et au Moyen-Orient.

« Quand le peuple palestinien aura de nouveaux dirigeants, de nouvelles institutions et de nouveaux arrangements de sécurité avec ses voisins, les États-Unis d'Amérique appuieront un État palestinien dont les frontières et certains aspects de souveraineté seront provisoires jusqu'à un accord final au Moyen-Orient. »

Le président Bush avait prévu faire cette déclaration la semaine dernière.

Voir BUSH en A2

[cyberpresse.ca](http://cyberpresse.ca) Tout sur le plan de paix de Bush et l'évolution de la situation au Proche-Orient : [www.cyberpresse.ca/monde](http://www.cyberpresse.ca/monde)

# Des experts de l'OMS se penchent sur une substance cancérigène alimentaire suspecte

d'après AP, AFP et La Presse

GENÈVE — Inquiète du résultat d'études récentes révélant la présence dans certains aliments d'acrylamide, une substance expérimentalement cancérigène chez l'animal, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a convoqué d'urgence une réunion d'experts pour dresser un état des lieux des recherches dans ce domaine et décider de mesures.

Cette réunion de trois jours, qui s'ouvre aujourd'hui à Genève, fait suite à la publication en avril d'une

étude menée par des chercheurs de l'Université de Stockholm qui faisait état de taux élevés d'acrylamide dans certains aliments à base d'amidon, lorsqu'ils sont frits, grillés ou cuits à très haute température — notamment les chips, les frites et certaines formes de pain et produits céréaliers. Des résultats qui n'ont pas été retrouvés dans les produits bouillis. Un paquet de chips pourrait ainsi contenir jusqu'à 500 fois plus d'acrylamide que le niveau autorisé dans l'eau.

Cette substance chimique, cancérigène chez l'animal et suspectée

d'avoir le même effet chez l'homme, est couramment utilisée à faible dose dans le traitement de l'eau ainsi que dans la fabrication de gels et de plastiques. Elle est aussi présente dans la fumée de cigarette.

Selon Jorgen Schlundt, expert à l'OMS, les recherches suédoises à l'origine de l'affaire ont depuis été confirmées au Royaume-Uni, en Norvège, en Allemagne et en Suisse.

Voir OMS en A2

# Accueil mitigé chez les Palestiniens

d'après AFP

JÉRUSALEM — Les Palestiniens ont rejeté hier soir l'appel du président des États-Unis George W. Bush au départ du président Yasser Arafat tout en se déclarant favorables à ses « idées » sur la paix au Proche-Orient, tandis qu'Israël a affiché sa satisfaction.

Le Hamas, contre lequel le premier ministre d'Israël Ariel Sharon a décidé de lancer une « opération massive », a de son côté rejeté le discours de Bush, jugé « partiel » en faveur d'Israël, et promis de poursuivre la « résistance » contre

l'État hébreu. Immédiatement après le discours, le dirigeant palestinien Saëb Erakat a jugé inacceptable l'appel du président des États-Unis à une nouvelle direction palestinienne.

Voir MITIGÉ en A2

MON CLIN D'OEIL > STÉPHANE LAPORTE  
Au fond, la fête nationale du Québec, c'est un peu comme si le Canadien faisait un défilé de la Coupe Stanley, sans l'avoir gagnée.

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	La Presse Affaires	cahier D
Arts et Spectacles	cahier C	Le monde	A10-A14
- horaire spectacles	C6	Loteries	A2, B4, B8
- horaire télévision	C2	Montréal Plus	cahier E
Bandes dessinées	C7	Mots croisés	C7, S10
Bridge	E6	Mot mystère	C7
Décès	E6, E7	Petites annonces	
Éditorial	A16	- immobilier	E4
Êtes-vous observateur	A16	- marchandises	E4, E5
		- emploi	E5, E6
Feuilleton	C7	- automobile	E6
Forum	A15, A17	- affaires	D2
Horoscope	E5	Politique	A6

MÉTÉO Voir page S16  
Averses en après-midi  
Maximum 22, minimum 18



# Une filière islamiste



JOONEED KHAN  
envoyé spécial  
AU PAKISTAN

ISLAMABAD — La nuit descend sur la ville quand nous pénétrons sur l'esplanade de la Lal Masjid (Mosquée rouge) à Islamabad, la chaleur torride lentement en retrait et la douce brise rafraîchie davantage encore par le plancher de marbre, les fontaines d'ablutions et les grands eucalyptus.

En nous déchaussant pour entrer dans la mosquée, nous voyons de dos les fidèles assis, alignés sur des tapis, face à l'imam qui, mains

jointes et paumes tournées vers le ciel, conclut le Maghrib, 4<sup>e</sup> prière du jour.

« Tout ce que fait le régime pour soi-disant contrôler les madrassas (écoles coraniques), c'est du théâtre, de la pure gesticulation, pour se conformer à l'air du temps », affirme Abdul Rashid Ghazi, en fait vice-imam des lieux, assis à l'endroit même où il venait de diriger la prière.

La plupart des fidèles sont partis, mais certains s'attardent, jeunes et vieux, en chemises amples et pantalons blancs (shalwar-kameez), bonnets blancs sur la tête, qui forment un cercle autour de nous pour ne rien manquer de la conversation, le mot est donné, « avec un journaliste canadien ».

« Ils veulent qu'on enseigne les sciences, les maths et l'anglais, on le fait déjà. On prépare même des cours d'informatique et on se dote

d'ordinateurs. J'ai moi-même préparé le site Web de notre collège. Ils nous disent qu'on forme des gens non productifs. Mais ils savent l'utilité de bénévoles, surtout dans une société pauvre comme la nôtre. Ils nous accusent d'entraîner des militants de pays étrangers, mais ils n'ont pas pu fournir une seule preuve », poursuit-il, enjoué, les yeux pétillant d'humour sous son bonnet blanc, et au-dessus de sa grande barbe noire.

La fondation de la mosquée dirige donc une institution, la Jama Afridiya, fondée en 1963 avec 20 élèves. Aujourd'hui, installée sur deux grands campus boisés avec des locaux en constante expansion et modernisation, elle dispense l'enseignement à 2200 élèves (1300 garçons et 900 filles), depuis le primaire jusqu'à la maîtrise.

Un téléphone cellulaire sonne, avec sa petite musique de Mozart

kitsch. Ghazi sort son récepteur d'une poche de sa kameez blanche. Une rapide interview de presse. Le ministre de l'Intérieur vient de déclarer que le djihad sans autorisation du gouvernement, c'est le fassad (le désordre). « Il faut d'abord établir si le gouvernement est islamique. Chez nous, il ne l'est pas. Il n'a donc pas d'autorité pour décréter quoi que ce soit en la matière. » L'interview finie, le vice-imam rempoche son cellulaire avec satisfaction.

« Le régime du général Musharraf a décidé de mettre les écoles coraniques au pas. Celles qui ne sont pas certifiées ne toucheront pas de subventions. »

Voir FILIÈRE en A4

Autre texte en A10

# merci

Malibu de Chevrolet

Meilleur véhicule intermédiaire d'entrée de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. selon l'étude de JD Power sur la qualité initiale



General Motors du Canada Limitée  
gmcanada.com

## 1 &gt; DEMAIN DANS LA PRESSE



## Le retour des Alouettes

Après une fin de saison désastreuse et le départ de leur dynamique président Larry Smith, les Alouettes entreprennent la saison 2002 en accueillant les Lions de la Colombie-Britannique, ce soir au stade Molson. Le camp d'entraînement, qui a baigné dans la controverse (absence de Steve Charbonneau, arrivée de Lawrence Phillips, menaces de réduction des salaires), aura-t-il des répercussions sur ce premier match de la saison régulière ?

À lire demain dans le cahier Sports

## 2 &gt; AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE

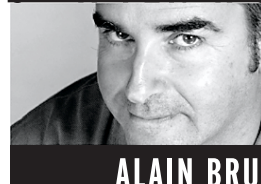


> Suivez les demi-finales en direct [cyberpresse.ca/mondial](http://cyberpresse.ca/mondial)

> Le guide des meilleurs festivals d'été [cyberpresse.ca/festivals](http://cyberpresse.ca/festivals)

> Pour bien préparer vos vacances [cyberpresse.ca/voyage](http://cyberpresse.ca/voyage)

## 3 &gt; À VENIR CETTE SEMAINE



ALAIN BRUNET

## &gt; Festival de jazz

Entrevue avec Marcus Miller, grand complice de Miles Davis, demain dans le cahier Arts et Spectacles.



MARC CASSIVI

## &gt; Le Mondial

Ne manquez pas les reportages de notre envoyé spécial au Japon jusqu'à la grande finale de dimanche.



STÉPHANE LAPORTE

## &gt; Mon clin d'oeil

Tous les jours, il fait la une de *La Presse* avec ses flashes humoristiques et ses réflexions.

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum		(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTERIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 4-8-2 > À quatre chiffres: 6-7-1-1

## SUITES DE LA UNE

## BUSH

Suite de la page A1

Il s'était abstenu avec la relance des attentats suicide en Israël, qui ont ajouté une trentaine de victimes au lourd bilan des derniers mois.

Les spéculations sur le moment de cette déclaration monopolisaient l'attention politique et médiatique à Washington depuis quelques jours, réduisant d'autant l'intérêt envers l'imminent sommet des chefs d'État du G8 en Alberta.

Et n'en déplaise à Jean Chrétien, qui est l'hôte du sommet, le président Bush se pointera aujourd'hui à Kananaskis avec un autre sujet chaud dans ses bagages, la création d'un État palestinien, qui pourrait monopoliser les discussions au sommet, avec la guerre au terrorisme.

Hier, des membres haut placés de l'administration Bush ont confirmé que la relance des attentats la semaine dernière en Israël avait influencé le président à durcir le ton envers Yasser Arafat.

« L'appui américain à la création d'un État palestinien était discuté depuis un certain temps et le président songeait à faire le point sur ses consultations internationales. Mais la reprise des attentats l'a convaincu qu'il fallait démontrer clairement un autre moyen que la violence pour régler ce conflit », a dit le conseiller présidentiel, sous condition d'anonymat.

« Ce qui est devenu très explicite pour le président, la semaine dernière, c'est que le peuple palestinien est l'otage de dirigeants corrompus qui refusent d'agir fermement contre le terrorisme. »

Dans sa déclaration, le président Bush a suggéré que les États-Unis, l'Union européenne et des pays arabes supervisent la restructuration complète d'un État palestinien, avec une nouvelle constitution et un système de justice crédible.

Au niveau économique, le président Bush a dit que des organisations comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international étaient prêts à se joindre aux États-Unis et l'Union européenne pour raviver l'économie palestinienne.



Le président des États-Unis George W. Bush a dévoilé son plan pour la création d'un État palestinien, hier à Washington. À ses côtés, le secrétaire d'État Colin Powell (à gauche) et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld (à droite).

Mais pour obtenir une telle assistance, les Palestiniens devront élire de nouveaux dirigeants, préférablement d'ici le début de l'an prochain.

En répondant à une question sur la possibilité d'une réélection de Yasser Arafat, un conseiller de l'administration Bush a rejeté cette possibilité en précisant: « Le nouveau leadership palestinien doit être détaché de toute relation avec des terroristes. C'est une condition de l'appui américain à un éventuel État palestinien. »

Dans sa déclaration, le président Bush a aussi posé des conditions envers Israël, la journée même où son armée reprenait position dans les territoires de Gaza et Ramallah, encerclant encore les édifices occupés par l'Autorité palestinienne et Yasser Arafat.

Parmi les conditions américaines, l'armée israélienne doit reculer à ses positions de septembre 2000, avant l'insurrection palestinienne. Israël doit aussi cesser ses « activités de colonisation » dans les territoires occupés.

« Israël a un grand intérêt envers le succès d'une Palestine démocratique, a dit le président Bush. Je défie donc Israël de prendre des mesures concrètes pour soutenir l'émergence d'un État palestinien viable et crédible. »

Les premières réactions à la déclaration présidentielle à Washington étaient plutôt positives parmi les élus démocrates et républicains au Congrès. Au cours des dernières semaines, plusieurs élus ont manifesté leur appui au « droit d'Israël à l'autodéfense » tout en voulant considérer un nouveau statut pour les Palestiniens.

## MITIGÉ

Suite de la page A1

« C'est aux Palestiniens de choisir leur dirigeant. Bush et le monde doivent respecter le choix du peuple palestinien », a-t-il dit.

Erakat a aussi annoncé que le président Arafat avait signé un décret portant sur l'organisation d'une élection présidentielle « au début de l'an 2003 » dans les Territoires palestiniens.

La direction palestinienne a publié en fin de soirée un communiqué laconique « accueillant favorablement les idées proposées par M. Bush (...), qui peuvent contribuer sérieusement à relancer le processus de paix ».

Israël s'est félicité du discours. « Quand les Palestiniens auront éradiqué le terrorisme et procédé à des réformes démocratiques, il sera possible de progresser vers un règlement politique », a indiqué le bureau de Sharon dans un bref communiqué.

Pour le ministre travailliste de la Défense, Binyamin Ben Eliezer, le discours est une « étape historique offrant un horizon sécuritaire, politique et économique permettant de mettre un terme au conflit israélo-palestinien ». Pour le ministre sans portefeuille Danny Navé, il marque « la fin de l'ère Arafat et une victoire pour Israël ».

Le Centre Simon Wiesenthal, l'un des principaux groupes de défense des intérêts juifs dans le monde, a accueilli le discours favorablement. « Le président a raison et il a clairement parlé aux Palestiniens », s'est félicité le rabbin Marvin Hier, dirigeant et fondateur à Los Angeles du Centre Wiesenthal. « La route vers un État palestinien ne se fera pas avec Yasser Arafat », a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a accueilli favorablement la nouvelle stratégie américaine, mais a évité de commenter son appel aux Palestiniens de changer de dirigeants.

Dans un bref communiqué aux mots apparemment soigneusement pesés, Annan s'est félicité de la réaffirmation par Bush « que le résultat du processus de paix au Proche-Orient (doit être) l'établissement d'un État palestinien viable et crédible, basé sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU et la sécurité d'Israël ».

Les États-Unis attendent les réactions au discours avant de décider s'ils enverront Colin Powell en mission au Proche-Orient et s'ils organiseront une conférence internationale sur cette région, a déclaré un responsable du secrétariat d'État.

## OMS

Suite de la page A1

« Si ce que nous avons appris des expérimentations sur l'eau et sur l'animal est vrai, ce pourrait être une cause de cancer chez l'homme tout à fait significative et donc ce ne serait pas une peur parmi tant d'autres sur la sécurité des aliments », a-t-il dit, au cours d'une conférence de presse.

« Nous avons besoin d'une décision d'experts sur ce sujet et de savoir avec quel degré de certitude nous pouvons faire de telles affirmations », a ajouté M. Schlundt, notant que le groupe de 25 experts a été réuni dans un temps record pour l'OMS.

« Jusqu'ici, on connaissait les risques de l'acrylamide dans l'eau potable, mais on n'avait jamais décelé sa présence dans les aliments (...) Nous espérons que les experts vont émettre des suggestions raisonnables sur la question et tout spécialement sur les lacunes de nos connaissances que nous devons combler », a-t-il ajouté. Les consultations des experts, sous l'égide de l'OMS et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), auront lieu à huis clos.

La limite d'acrylamide dans l'eau tolérée par l'OMS est d'un microgramme. À haute dose, cet agent chimique peut provoquer des dommages au système nerveux et entraîner l'impuissance, paralysie ou cancers.

Le gouvernement de Stockholm, qui se base sur les résultats obtenus chez des rats, estime que les aliments contenant de l'acrylamide pourraient être à l'origine de 200 à 600 cas de cancers parmi les 45 000 recensés chaque année en Suède.

Les chercheurs suédois ont affirmé toutefois qu'il ne feraient pas de recommandations supplémentaires pour la santé des consommateurs, notant que le tabac présente plus de risques cancérigènes que l'acrylamide.

L'OMS, quant à elle, a rappelé que son centre international de recherche sur le cancer avait estimé en 1994 que l'acrylamide était une substance « probablement cancérigène pour l'homme ». Elle a répété que, pour l'heure, il est recommandé de consommer davantage de fruits et de légumes et que de manière générale, il faut réduire la consommation d'aliments frits et cuits dans l'huile.

L'acrylamide, également incriminée dans les recherches sur la maladie de Parkinson, a été au coeur du scandale entourant la construction, en 1997, du tunnel ferroviaire de Hallandsaasen, près de Baastad, dans le sud de la Suède. Quelque 2000 tonnes de Rhocagil, un produit de calfatage fabriqué par le groupe chimique français Rhodia (Rhône-Poulenc) et contenant de l'acrylamide, avaient pollué la nappe phréatique de la région. Les autorités sanitaires, qui redoutaient que le produit ne se fût introduit dans la chaîne alimentaire, avaient alors ordonné l'abattage de bovins paissant alentour.

Plusieurs ouvriers travaillant sur le chantier s'étant plaints d'impuissance, d'insensibilité des mains et des pieds ainsi que de troubles moteurs, une équipe de l'Université de Stockholm, dirigée par la chimiste Margareta Törnqvist, a été mandaté pour évaluer les doses d'acrylamide auxquelles les travailleurs étaient exposés. À leur grande surprise, les chercheurs ont découvert la substance non seulement dans le sang des ouvriers, mais également chez les sujets « normaux » du groupe de contrôle. De fil en aiguille,

ils ont soupçonné l'alimentation et trouvé de l'acrylamide en quantité relativement importante dans certains aliments, particulièrement ceux riches en glucides (pommes de terre, céréales, pâtes) lorsqu'ils sont frits, grillés ou passés au four.

Des chercheurs suédois ont trouvé des quantités importantes d'acrylamide dans certains aliments riches en glucides, dont les pommes de terre, lorsqu'ils sont frits, grillés ou amenés à haute température.

BVLGARI



La montre Solotempo

CHÂTEAU D'IVOIRE  
Depuis 1979

Montréal - 2020, rue de la Montagne  
Tél (514) 845-4651

# LA FÊTE DU QUÉBEC

Offre de lancement  
**Londres**  
 vol aller-retour  
**549\$**  
 Si réservé  
 aujourd'hui  
 Départs tous les samedis à compter du 22 juin  
 Consultez votre agent de voyage ou Canada Air Charter  
 (514) 858-6300 ou 1 800 667-8569  
 ou à : info@canadaaircharter.com

## Une île, cent fêtes

RAYMOND GERVAIS

COURSES DE BOÎTES à savon et démonstrations de savoir-faire en planche à roulettes au parc Ahuntsic ; danse du lion, danses folkloriques québécoises et ukrainiennes, chants cantonnais et démonstration de tai chi dans le Quartier chinois ; Festival du cri du Congo pour la paix et danses folkloriques africaines à Cartierville.

Les fêtes de quartier de la Saint-Jean ne sont plus les mêmes. Montréal change et les fêtes aussi. Place maintenant à la réalité multiculturelle.

Peut importe leur origine ethnique, les Québécois ont participé hier à une centaine de fêtes de quartier à Montréal et en province.

Win Quan Wong réside au Canada depuis trois ans. Hier midi, la jeune mère de famille chinoise portait fièrement son drapeau bleu et blanc. « Je veux que mes enfants apprennent le français. Montréal est notre terre d'accueil et nous devons nous intégrer à la culture québécoise. La Saint-Jean n'est pas seulement la fête des Québécois de souche, mais aussi de tous les immigrants qui ont choisi de s'établir au Québec », a déclaré M<sup>me</sup> Wong dans un français fort acceptable.

L'organisateur de la fête du Quartier chinois, M. Diep, a expliqué qu'une bonne part des Chinois de Montréal sont des réfugiés de la mer, « boat people », qui ont choisi le Québec comme terre d'accueil. « Pour nous, il est normal de devoir s'intégrer dans la société québécoise et c'est pour ça que nous fêtons la Saint-Jean », a-t-il expliqué.

Après la danse du lion multicolore, c'est la troupe Les Petits Pas Jacadiens, une troupe folklorique de Saint-Jacques-de-Montcalm, qui a mis de l'ambiance dans le parc à l'angle de la Gauchetière et Clark.

De 9h30 à midi, rue Saint-Hubert, 85 jeunes pilotes de boîtes à savon, âgés de six à 12 ans, ont participé à une course endiablée où les vainqueurs ont gagné des prix.

Au parc Ahuntsic, les adolescents s'en sont donné à cœur joie avec leur planche à roulettes. En plus des équipements déjà en place, les organisateurs des festivités locales avaient installé une nouvelle piste. Il y a aussi eu des combats de chevaliers dans une autre section du parc. Le midi, quelque 5000 personnes ont répondu à l'invitation lancée par l'Association récréative Nicolas-Viel et sont venues manger des hot dogs.

Dans certains quartiers de Montréal, les fêtes n'ont pas eu autant de succès. Ainsi, au parc de Louisbourg, les drapeaux et l'orchestre étaient là, mais les participants étaient peu nombreux. Ailleurs, n'eût été la présence de musique et de drapeaux, la fête de la Saint-Jean aurait pu passer inaperçue. Il y avait des gens dans les parcs qui piquaient, qui jouaient à la balle où qui se faisaient bronzer, mais il y en aurait eu tout autant une autre belle journée d'été.

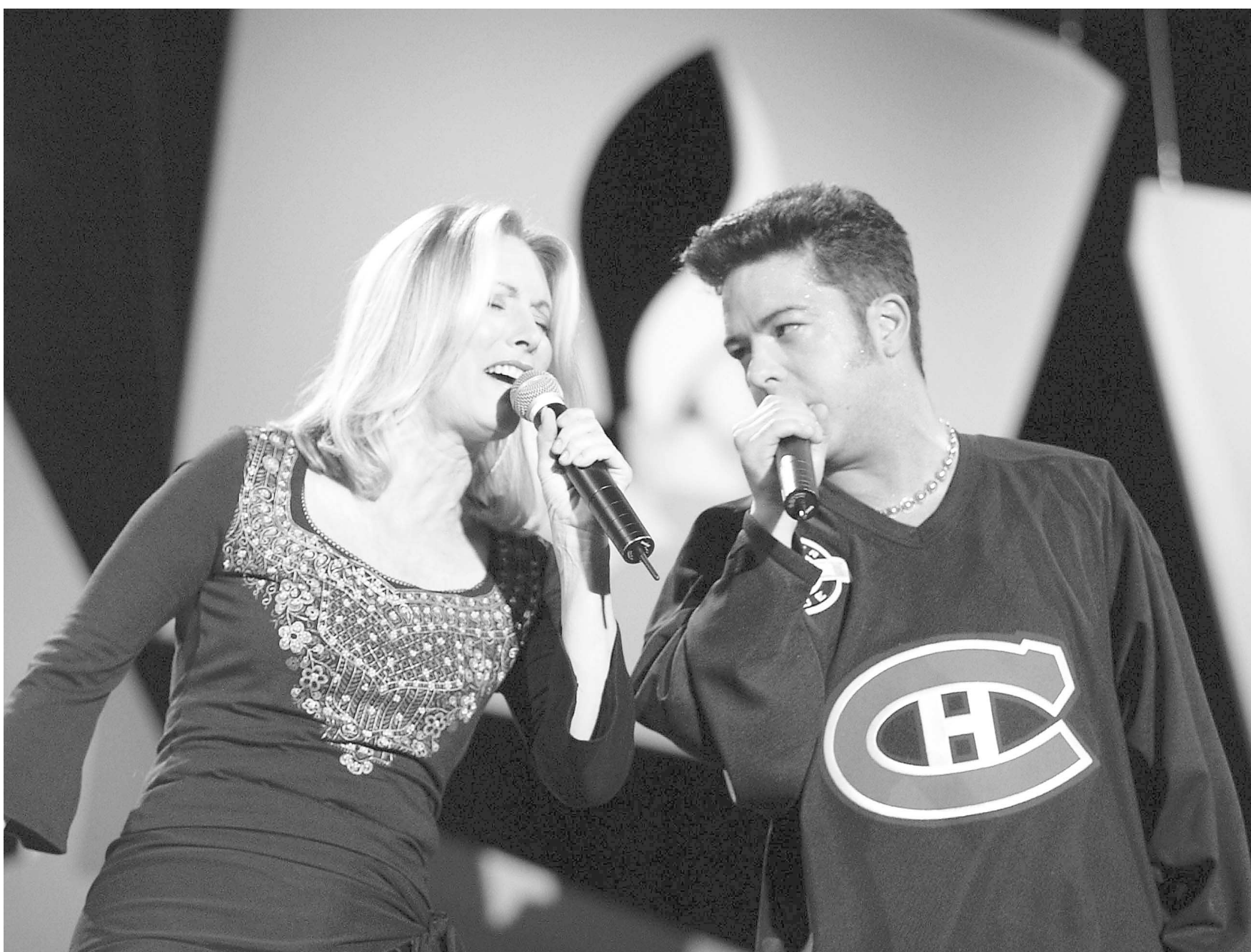


Photo IVANO H DEMERS, La Presse ©

Nanette Workman et Éric Lapointe sur la scène du parc Maisonneuve hier, lors du spectacle de la Fête nationale. Environ 200 000 personnes ont assisté à la soirée.

## Un spectacle plus festif que patriotique

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le parterre du parc Maisonneuve était rempli de plus de 250 000 personnes hier soir pour le dixième spectacle de la Fête nationale présenté à deux pas du Stade olympique. Il y avait des milliers de drapeaux fleurdelisés qui flottaient, beaucoup d'énergie, des artistes talentueux, mais le patriotisme avait plutôt cédé la place à un simple spectacle de rock'n'roll.

Après un discours éclair du président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Guy Bouthiller, l'énergique groupe Mes aïeux a lancé les festivités vers 21 h avec ses chan-

sons d'inspiration traditionnelle. Pour introduire *2096 chansons à boire*, le groupe a fait rigoler la foule en leur rappelant que les Québécois ont voté « non » à tous les référendums sauf celui sur la... légalisation de l'alcool.

Éric Lapointe est ensuite venu secouer le parterre avec *Marie-Stone*. Les spectateurs ont par la suite eu droit à une petite surprise lorsque le joueur-vedette du Canadien de Montréal, José Théodore est monté sur scène. Le gagnant des trophées Vézina et Hart a joué de la guitare sur *Les Boys* en compagnie d'Éric Lapointe, qui était vêtu d'un chandail du Canadien. Théodore semblait d'ailleurs un peu plus nerveux sur scène que devant son filet.

À défaut de lancer un « vive le Québec libre », le rockeur a enchaîné avec un « vive le cul » que l'on retrouve sur la chanson *Tendre Fesse*. Avec Nanette Workman, Lapointe a aussi chanté *Lady Marme-*

*lade* et *Naziland*. La jeune chanteuse Mélanie Renaud a suivi avec *Mes aïeux* qui sont venus divertir la foule une deuxième fois.

Claude Dubois n'avait pas pu chanter la veille à Laval où le spectacle fut annulé à cause du mauvais temps, mais il s'est repris hier soir avec plusieurs de ses succès, dont *Comme un voyou* et *Hibou*. Mais la foule a particulièrement apprécié *Les Gens de mon pays* chanté par Mélanie Renaud et Nanette Workman.

C'est toutefois Jean-Pierre Ferland qui est venu galvaniser le public. Le chanteur, qui célébrait ses 68 ans hier, a fait sa première apparition pendant la chanson *T'es mon amour, t'es ma maîtresse* interprétée avec Éric Lapointe, Nanette Workman et Mélanie Renaud. Le spectacle a alors gagné en intensité et le public a bruyamment manifesté son appréciation.

Les milliers de fêtards ont particulièrement apprécié un pot-pourri

composé des chansons *Swinguez vot'compagnie*, *La Danse à Saint-Dilon* et *Fleurs de macadam* que Mes aïeux et Jean-Pierre Ferland ont interprété. Avec quelques chansons de Ferland, toute la bande a entonné *Une chance qu'on s'a*, puis le groupe Mes aïeux et Mélanie Renaud ont terminé le spectacle vers 11 h.

Après un défilé qui a passé bien près de tomber à l'eau samedi soir, les organisateurs du spectacle du 24 juin au parc Maisonneuve ont profité d'un ciel clément hier pour le spectacle. La foule était d'ailleurs plus nombreuse que l'année dernière, où le mauvais temps ainsi qu'un sol boueux et détrempé avaient refroidi les ardeurs des fêtards qui étaient alors 175 000. La participation de Jean-Pierre Ferland avait un petit quelque chose de particulier puisqu'il était sur cette même scène il y a 10 ans lors du premier spectacle de la Fête nationale au parc Maisonneuve.

## Après la pluie... le défilé

MATHIEU PERREAULT

À L'ANGLE de Saint-Denis et Notre-Dame, un homme avait fixé deux gros drapeaux à un bâton : l'un du Québec, l'autre des États-Unis.

Un passant en camisole blanche lui a demandé des explications d'un air peu avenant, prenant du bout des doigts le coin du drapeau américain.

« 11 septembre », a répondu l'homme aux drapeaux.

« Ah ! 11 septembre. C'est correct, d'abord », a commenté le passant.

Le défilé de la Saint-Jean s'était dimanche soir rue Notre-Dame, entre la rue McGill et l'avenue de Lorimier. Dans le Vieux-Montréal, la foule était compacte sur les trottoirs, où subsistait tout de même un corridor pour ceux qui voulaient se déplacer.

L'orage de la fin de l'après-midi avait fait craindre le pire. Le défilé avait à l'origine été planifié pour l'an dernier, mais avait dû être annulé à cause de la pluie. Le thème, fêtes et festivals québécois, avait attiré une foule bigarrée, dont une bonne proportion de jeunes et de membres des communautés culturelles.

L'atmosphère était au multiculturalisme : le groupe qui ouvrait le défilé était composé de danseurs noirs et de joueurs de tambours

blancs et latins. Le char suivant était précédé d'Asiatiques portant des oriflammes où étaient inscrits les noms de commanditaires de la soirée.

La seule tirade nationaliste entendue par *La Presse* a été lancée d'un ton moqueur par un policier en moto qui réchauffait la foule en attendant le défilé, devant l'hôtel de ville. Après avoir constaté que ses « hip hip hip » avaient suscité moins de « hourras » du côté sud de Notre-Dame, le policier a blagué : « C'est plein d'Anglais de l'autre bord. »

Le violoncelliste Claude Lamothe ouvrait le défilé avec panache, juché en haut d'un char à perfolines blanches. Lamothe, en perfection à queue de pie, s'acharnait sur son violoncelle électrique, ne s'interrompant que pour enlever quelques crins brisés à son archet. Derrière lui, des jeunes vêtus de noir portaient des bâtons au sommet desquels deux ailes, ou des cerfs-volants, avaient été attachés.

Après des cornemuseurs de l'armée, venaient des skieurs de fond à roulettes. Des chorégraphies inspirées de sports étaient ainsi intercalées après certains chars. Des cyclistes, qui tenaient chacun une roue de vélo, des patineurs de vitesse, des nageurs en casque de bain et des marathoniens, qui se faisaient encourager à courir « plus vite », ont ainsi suivi les skieurs. Ceux qui portaient des casques de



Photo IVANO H DEMERS, La Presse ©

Point d'orgue du défilé : les participants ont eu droit à un magnifique feu d'artifice de la Saint-Jean, à proximité du pont Jacques-Cartier.

vélo y avaient planté deux petits drapeaux du Québec. Les cadets de police, qui patrouillaient en patins

à roulettes, complétaient le volet sportif du défilé.

D'autres chars ont célébré le Car-

naval de Québec, la fête des Neiges de Montréal, le Festival western de Saint-Tite, le Festival de jazz, Juste pour rire, le sport professionnel (des gradins remplis de jeunes qui avaient l'air désœuvré), et les salles de cinéma. Les derniers chars se voulaient plus modernes, avec de la musique techno. Celui qui célébrait les défilés de mode laissait la foule interloquée — il fallait beaucoup d'efforts du MC habillé en portier pour que des applaudissements répondent aux déhanchements des belles en robe longue.

Les chars technos ont eu la faveur de certains jeunes interrogés. D'autres, plus critiques, ont ricané quand sont passés le char de Saint-Tite, où trônait une statue équestre, et celui de la fête des Neiges, un autobus bariolé d'où des mascottes-nounours saluaient la foule. « Je te l'avais dit que ça manquerait de musique », a commenté une jeune femme du groupe.

Un homme portant un chandail de la fête nationale a déclaré qu'il avait bien aimé le défilé, particulièrement le char célébrant le cinéma. Un autre, installé un peu en retrait sur Hôtel-de-Ville, a trouvé le défilé « trop commercial ».

Sur l'un des derniers chars, Jici Lauzon tentait de faire chanter la foule à la manière de Charlebois : « Un, deux, trois quatre, cinq, six, sept... »

« Oué !! » a répondu la foule. Une seule voix a crié « Québec ! »

## LA FÊTE DU QUÉBEC

## Un millier de personnes festoient à Paris

Presse Canadienne

PARIS — Plus de 1000 personnes ont célébré la fête nationale des Québécois, lundi soir à Paris, lors d'une fête « populaire » organisée par la délégation générale du Québec dans le plus grand respect des traditions : la bière et les chansons étaient québécoises et la cour de la délégation, tout comme la rue Pergolèse, fermée à la circulation automobile pendant toute la soirée, avaient été pavées aux couleurs du Québec.

La foule joyeuse était très majoritairement composée de jeunes, Québécois pour la plupart, vivant ou étudiant dans la capitale française. La présence de cette jeunesse a réjoui le ministre délégué aux Relations avec les Citoyens et à l'Immigration, André Boulerice.

« Je suis content de voir autant de jeunes. Cela prouve que l'idée du Québec est présente dans le cœur des jeunes Québécois. Que ceux qui en doutent soient rassurés », a-t-il dit, dans une nette allusion aux récentes performances électorales de l'ADQ.

Plus tôt dans la journée, M. Boulerice avait assisté à la traditionnelle réception diplomatique du 24 juin, offerte à la résidence du délégué général, avenue Foch. Environ 300 invités s'y sont pressés, parmi lesquels se trouvait, représentant le gouvernement Raffarin, le nouveau ministre français de la Coopération et à la Francophonie, Pierre-André Wiltzer, grand ami des souverainistes et de la ministre Louise Beaudoin.

Comme d'habitude, les responsables et diplomates francophones étaient nombreux, le délégué général Clément Duhaime, tout comme son prédécesseur Michel Lucier, étant un vieux routier de la francophonie. Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali figurait au nombre des invités.

## Pot-pourri québécois à Bruxelles

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE  
collaboration spéciale

**BRUXELLES — Pour Victor Hugo, c'était « la plus belle place du monde ». Disons que, dans le genre ornementé, il s'agit d'une des plus belles places d'Europe. Une célébrité en tout cas. La Grand-Place de Bruxelles, hier soir, fêtait en grande pompe la fête nationale du Québec.**

Devant un public bon enfant — et finalement enthousiaste — de quelques milliers de personnes, le groupe musical sagueénéen qui s'est baptisé Québec'Issime a en quelque sorte passé en revue un demi-siècle de chanson québécoise. Un spectacle de près de deux heures qui s'est terminé peu avant 23 h, alors que la nuit tombait enfin sur Bruxelles.

Il est certainement plus facile de réquisitionner des lieux célèbres à Bruxelles, ville d'un million d'habitants, que dans une mégacapitale comme Paris. On se souvient que le Printemps du Québec en France, en l'an 2000, devait se conclure sur un grand spectacle de variétés au Champ-de-Mars. Finalement, les autorisations de la Ville de Paris étaient arrivées tellement tard et assorties de conditions si draconiennes (sécurité, protection de l'environnement) qu'on avait dû abandonner le projet *in extremis*.

Toutes choses égales par ailleurs, la Grand-Place est à Bruxelles ce que la Concorde ou le Champ-de-Mars sont à Paris. Pour fêter le trentième anniversaire de son installation en Belgique, la délégation du Québec a donc eu à la fois du flair, de l'audace et un peu de chance.

Débutant avec le solstice d'été, le 21 juin, une Fête de la musique était déjà prévue pour trois soirées sur la Grand-Place, et on y avait installé un chapiteau pour les groupes. Encore fallait-il pouvoir profiter du dispositif. C'est la déléguée du Québec, Nicole Stafford, qui a profité d'une rencontre avec l'échevin en charge de la culture à la mairie pour faire la proposition. La réponse affirmative du bourgmestre (maire) de Bruxelles, Freddy Thielemans, ne se fait pas attendre. Alors que la Fête de la musique se termine le 23 au soir, celle du Québec prendra la suite le lundi soir.

C'est ainsi que le groupe Québec'Issime, d'ordinaire basé à Jonquière, s'est retrouvé sur cette « plus belle place du monde » pour y interpréter avec honnêteté et parfois inspiration un pot-pourri des plus grands succès de la chanson québécoise, en partant des plus récents — ceux de Garou ou Céline Dion — pour ensuite remonter le temps, passer par Vigneault et Charlebois, puis Félix Leclerc et enfin la Bolduc.

Un spectacle qui n'a sans doute pas la prétention de marquer de manière indélébile l'histoire de la musique, mais qui a le mérite de faire défiler plusieurs dizaines de chansons qui ont marqué leur époque.

Sur cette Grand-Place de Bruxelles où, autour du 21 juin, il fait jour pratiquement jusqu'à 23 h, et où les touristes et badauds vont et viennent, il était difficilement imaginable de présenter un artiste solo. Les 23 musiciens, chanteurs, danseurs et choristes de Québec'Issime, qui donnaient une version abrégée et simplifiée de leur spectacle habituel, ont rempli leur contrat, tandis que les enfants se promenaient avec des ballons fleurdelisés, et que quelques drapeaux du Québec se balançaient dans la brise du soir. Une opération de promotion qui avait le mérite de ne pas se perdre dans les complications inutiles et les lourds budgets.

Le spectacle avait été précédé d'une double réception, protocolaire puis amicale, dans deux salles imposantes et solennelles de ce fastueux hôtel de ville de Bruxelles, où la déléguée Nicole Stafford mais également le ministre des Relations internationales, Louise Beaudoin, recevaient les amis du Québec et des politiciens en tout genre. Entre la Russie, le Mexique, la France, le Congo, l'Argentine ou la Pologne, une vingtaine de pays avaient pris la peine de mander leurs ambassadeurs.

M<sup>me</sup> Beaudoin, de son côté, profitera de son passage à Bruxelles — capitale de l'Europe communautaire — pour donner, aujourd'hui en fin de matinée, une conférence de presse et dévoiler les détails de cette Maison du Québec à vocation européenne, et qui devrait ouvrir ses portes à Paris dans le courant de 2003.

## FILIÈRE

Suite de la page A1

Mais nous fonctionnons déjà sans subventions et sans aucuns fonds de l'étranger. Nous opérons à partir de dons uniquement, de Pakistais d'ici et de la diaspora », explique-t-il.

L'humour ironique réapparaît sur son visage barbu. « L'ingérence du régime prend parfois des tournures absurdes. Le ministre de l'Intérieur m'a appelé une fois pour me dire que le collège donnait une formation militaire aux étudiants, et que cela devait cesser. Il s'agissait d'un programme de judo et de karaté ! On a dû l'abandonner, à la grande tristesse des élèves », dit-il.

Les directives du régime, pressé par les États-Unis de « dédijhadiser » la culture pakistanaise, con-

cernent les quelque 8000 écoles coraniques du pays. Prêcher la haine et le sectarisme deviendra un crime. Le pouvoir promet de consacrer 250 millions de dollars US à ces écoles au cours des trois prochaines années, mais à condition qu'elles respectent des normes « citoyennes ».

« C'est vite dit, commente Ghazi. L'éducation est pour le pouvoir affaire d'élite. Et l'analphabétisme frise les 70 %. Nous fournissons aux élèves gîte, repas, éducation, manuels scolaires, services médicaux, facilités sportives, et conseils professionnels sans un seul sou de l'État. Et savez-vous que les écoles d'État connaissent une épidémie de conflits sectaires et ethniques qui

est inconnue chez nous ? Alors la haine et le sectarisme... »

La conversation terminée, le vice-imam insiste pour nous faire visiter le collège, du moins le campus des garçons, où il est aussi professeur de fiqh, le droit islamique.

La nuit avance. Dans la ruelle non pavée passant sous les eucalyptus derrière la mosquée, Ghazi nous indique l'endroit où son père, l'imam de l'époque, fut assassiné il y a cinq ans. « Il venait de rentrer d'Afghanistan où il avait rencontré Oussama ben Laden, explique-t-il. Il y avait trop de conflits et de jalousies. D'ailleurs, s'il y a une telle multiplicité de groupes islamiques armés, c'est parce qu'il y a beaucoup d'ingérences et de manipula-

tions, de l'étranger et de l'intérieur. Même l'Inde a ses groupes islamistes ici ! »

Des tas de sable et de tiges de fer gisent à l'entrée du bâtiment principal du collège, à un kilomètre de là. « Nous terminons une autre aile », explique le vice-imam.

Beaucoup d'étudiants traînent dans les couloirs, bavardent dans les jardins, ou étudient dans les salles qui leur servent à la fois de classes, de lieux de prière et de dortoirs. Ils portent tous le shalwar-kameez blanc, et le bonnet blanc ; les plus âgés cultivent même des barbiches.

C'est la vie de camp, malgré les édifices en dur. Un mode de vie sorti tout droit de la tradition asia-

tique dite « darvechie » — c'est-à-dire la recherche de la connaissance sans égard au confort matériel. Ce n'est pas sans rappeler le mode de vie hippie des années 1960.

Étudiants et enseignants saluent Ghazi à chaque tournant. Il frappe aux portes des chambres, réveillant des gens qui somnolent. « Ici, c'est notre atelier, on répare tout nous-mêmes. Ici, c'est le dispensaire. Ici, c'est la cantine, pour les élèves qui veulent changer du menu de la cafétéria. Ici, c'est notre centre de jurisprudence islamique. Les cours sont terminés, les étudiants potassent en vue des examens qui commenceront dans quelques jours », explique-t-il.

## Changements importants en matière d'immigration

## La nouvelle Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés du Canada



## Ce que vous devriez savoir

- ✦ **L'importance de l'immigration :** Les immigrants apportent avec eux des compétences et un engagement qui contribuent à améliorer l'économie et la qualité de vie de notre pays.
- ✦ **Une nouvelle loi :** Le 28 juin 2002, la nouvelle *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* entrera en vigueur. Cette loi s'inscrit dans la tradition canadienne d'accueillir les étrangers.
- ✦ **Améliorer la sécurité de tous les Canadiens :** La nouvelle loi nous protégera des individus qui profitent de l'ouverture de notre pays. L'un des principaux changements opérés par cette loi, outre une sélection plus rigoureuse des nouveaux candidats, consiste en une carte, plus sécuritaire, plus durable et plus pratique, servant de preuve du statut de résidence. Cette carte en plastique, à l'épreuve de la falsification, remplace le document papier précédent (IMM 1000). Elle s'adresse uniquement aux résidents permanents (les immigrants reçus) qui vivent au Canada.
- ✦ **Qui aura besoin d'une carte de résident permanent :** Les « résidents permanents » sont des personnes qui ont fait une demande pour vivre au Canada et qui ont été acceptées. Les résidents permanents voyageant hors du pays auront besoin d'une carte de résident permanent pour revenir au Canada **à compter du 31 décembre 2003**. Les citoyens canadiens n'ont pas besoin de cette carte.
- ✦ **Obtenir la citoyenneté canadienne :** De nombreux résidents permanents sont admissibles à la citoyenneté canadienne. Ces personnes sont encouragées à faire une demande de citoyenneté. Si celle-ci est acceptée, elles n'auront pas besoin de demander la nouvelle carte.
- ✦ **Renseignements :** Consultez le site Web du Canada au <http://www.canada.gc.ca> ou composez le **1 800 O-Canada**.



1 800 O-Canada (1 800 622-6232)  
Téléscripteur/ATME : 1 888 576-8502  
[canada.gc.ca](http://canada.gc.ca)  
Centres d'accès Service Canada

Canada

# Adel Tobbichi serait-il le faussaire du réseau de Djamel Beghal?

SÉBASTIEN RODRIGUE

ADEL TOBBICHI, cet Algérien soupçonné d'avoir des liens avec un groupe qui aurait planifié un attentat suicide contre l'ambassade des États-Unis à Paris, aurait vécu quelque temps aux Pays-Bas jusqu'à juillet 2000 avant de s'envoler pour Montréal, d'où il aurait fourni des faux passeports et des cartes de crédit falsifiées à ses complices.

L'homme de 34 ans arrêté vendredi dernier par l'Équipe intégrée sur la sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) comparaitra en Cour supérieure aujourd'hui au palais de justice de Montréal. La demande d'extradition des Pays-Bas ayant mené à son arrestation sera alors entendue.

L'enquête néerlandaise qui a abouti avec cette demande d'extradition a débuté peu après les attentats du 11 septembre alors que quatre pays d'Europe ont arrêté plusieurs personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec Djamel Beghal, un Franco-Algérien qui aurait dirigé une cellule du groupe Takfir wal-Hijra (voir l'autre texte). À cette époque, Beghal avait confessé avoir été mandaté par Oussama ben Laden pour faire sauter l'ambassade des États-Unis à Paris.

Le porte-parole du bureau du procureur de Rotterdam, Cees Vanspiereorg, a indiqué en entrevue téléphonique que quatre personnes avaient été interpellées aux Pays-Bas lors de cette rafle. « (Adel Tobbichi) a vécu en Hollande dans une maison où les personnes arrêtées aux Pays-Bas se trouvaient », a-t-il précisé.

Le nom d'Adel Tobbichi a d'ailleurs été mentionné à quelques reprises lors des audiences pour le procès de deux Français arrêtés à Rotterdam aux Pays-Bas, Jérôme Courtailler et Mohammed Berkous. Il constituerait en quelque sorte le chaînon manquant dans l'enquête des autorités néerlandaises.

Tout comme Adel Tobbichi, les deux Français sont soupçonnés d'avoir fourni des faux papiers à Nizar Trabelsi qui aurait été désigné comme le kamikaze devant faire exploser une bombe à l'ambassade des États-Unis à Paris. Lors des audiences en vue de leur procès, ils ont mentionné qu'Adel Tobbichi leur aurait fourni des passeports, des cartes de crédit et une machine servant à fabriquer de fausses cartes de crédit.

La GRC et les autorités néerlandaises n'ont pas voulu confirmer quelle citoyenneté possédait Tobbichi. À Montréal, il travaillait dans un endroit que la GRC n'a pas non plus voulu révéler. Il possédait néanmoins une carte d'assurance-maladie qu'il avait présentée pour s'abonner à un club vidéo situé à côté de chez lui, rue Bélanger dans l'est de Montréal. Ses voisins ont affirmé qu'il vivait là depuis près d'un an dans la discrétion la plus totale.

## Les confessions de Djamel Beghal

Fin juillet 2001, Djamel Beghal est interpellé à l'aéroport de Dubaï aux Émirats arabes unis en possession d'un faux passeport français. Lors d'interrogatoires à Dubaï les 22 et 23 septembre, il révèle l'exis-



Le présumé membre d'Al-Qaeda, Adel Tobbichi, résidait dans un appartement sans histoire de la rue Bélanger.

Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

tence d'un complot visant l'ambassade des États-Unis à Paris prévu au printemps 2002.

Il mentionne alors Nizar Trabelsi, un ex-joueur de soccer tunisien, qui serait un « élément martyr » de l'organisation d'Oussama ben Laden. Or, Nizar Trabelsi a déjà été arrêté le 13 septembre en Belgique où les policiers ont découvert dans son appartement des formules chimiques, un pistolet mitrailleur Uzi avec deux chargeurs et un faux permis de conduire. Dans un bar appartenant à un de ses proches, les policiers ont aussi saisi 100 kg de soufre et 50 kg d'acétone. Deux autres présumés complices, Aïter Mouloud et Abdelkrim el Hadouti ont été arrêtés par la suite en Belgique.

Djamel Beghal a pour sa part été extradé en France où il a été mis en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » avec sept autres personnes. Il est depuis revenu sur ses déclarations en prétextant qu'elles ont été faites sous pression et à la suite de violences physiques.

Dans une autre affaire, un groupe de 24 personnes identifiées comme membres de Takfir wal-Hijra ont subi leur procès l'automne dernier en France pour avoir trafiqué des armes, des voitures et des faux papiers au profit du GIA algérien. En novembre dernier, 19 d'entre eux ont été condamnés. Ils avaient, eux aussi, été accusés d'« association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

C'est d'ailleurs dans le cadre de cette affaire que le journal *Le Monde* faisait état de la découverte d'une « fiche technique » qui mentionnait un projet d'attentat dans le métro de Montréal.

## Takfir wal-Hijra: les radicaux des radicaux

ÉRIC CLÉMENT

LE GROUPE Takfir wal-Hijra, dont ferait partie Djamel Beghal et Adel Tobbichi, est un mouvement fondamentaliste musulman (sunnite) qui a été très populaire dans l'Égypte des années 70. Ce sont en quelque sorte les héritiers des Frères musulmans égyptiens écrasés par le président Nasser au milieu des années 50.

Son premier leader fut Shukri Mustafa, un homme dur qui se prenait pour un mahdi (envoyé de Dieu) et voulait rétablir la foi corrompue. Il fut exécuté par le régime égyptien après avoir été reconnu coupable du meurtre d'un ancien ministre en 1978. Il a essaimé par la suite un peu partout dans les pays arabes, au Liban et, indique Jawad Sqalli, du Centre d'études arabes pour le développement, dans presque tous les pays d'Afrique du Nord.

« Takfir wal-Hijra signifie Excommunication et Exil car ils disent être les vrais musulmans, dit-il. L'exil est une référence à l'exil du Prophète de La Mecque à Médine. Les Takfir sont les radicaux des radicaux. Je n'ai jamais entendu parler de leur présence au Canada. Au Maroc, certains de leurs membres étaient en prison en même temps que moi, mais pas pour les mêmes raisons. Ils avaient tué un avocat de la gauche marocaine, à laquelle j'appartenais aussi. On partageait la même cour de promenade dans la prison, mais on ne s'y rendait jamais en même temps. »

Le nom de Takfir a été utilisé par le groupe isla-

miste égyptien responsable de l'assassinat du président Anouar el-Sadate. Selon les services secrets libanais, le groupe a été longtemps soutenu par Yasser Arafat et s'allia même au Fatah lors des combats contre l'armée syrienne en 1983.

Selon Nacer Eddine Mettai, un des islamistes jugés à Paris, le réseau Takfir a « rejoint le Front islamique mondial d'Oussama ben Laden ». Ce dernier a accepté de financer le Takfir après avoir approuvé les liens entre le Takfir et le GIA.

L'Algérien de 36 ans Djamel Beghal, qui semble être le premier repenté de taille (il a avoué être un des lieutenants de ben Laden), en fait partie. On sait d'ores et déjà qu'il a recruté des militants un peu partout, notamment en Europe (Allemagne, Grande-Bretagne, France) et qu'il préparait un attentat contre un centre culturel américain à Paris, peut-être même l'ambassade américaine.

Le Takfir est devenu un spécialiste des attentats meurtriers. Un d'entre eux qui fit 23 morts dans une mosquée soudanaise en décembre 2000 fut attribué à Takfir. Les Takfir ont des idéaux extrêmes et considèrent même comme infidèles les musulmans trop modérés ou trop occidentalisés. Le 30 septembre dernier, *The Observer* révélait qu'ils exécutent parfois leurs propres membres s'ils ont erré ou péché, tel que le montrait une vidéo qui circulait dans les mosquées londonniennes.

**40% DE RABAIS SUR VOS BALCONNETS FAVORIS!**

La Guèpière vous offre les styles vedettes de la saison les plus appréciés à prix vraiment exceptionnels...l'assortiment est complet, faites votre choix !

**17.99** LE PLONGEANT  
Signé Triumph. Microfibre satinée, bonnets sans couture pour un décolleté irrésistible, un galbe impeccable sous les vêtements moulants. Noir, blanc, ivoire. 32 à 36 A, 32 à 38 B, 34-36 C.

**21.95** LE COUSSINÉ RELIEF  
Signé Wonderbra. Un balconnet mousse, jeune, sexy, texture fleurs en rayures ton sur ton, décolleté carré, bretelles bordées ruban. Blanc ou marine. 34 à 38 A,B,C. Bikini coordonné 12.99

**21.95** LE BANDEAU MINIMALISTE  
Signé Wonderbra. Bonnets prémoulés sans couture, pour un grand confort, un galbe impeccable. Un indispensable mode ce printemps. Bretelles amovibles. Blanc, noir. 34 à 36 A-B, 34 à 38 C, 34 à 36 D.

**17.99** LE MICROFIBRE ET DENTELLE  
Signé Wonderbra. Un balconnet très féminin qui offre un bon maintien avec ses bonnets microfibre lustrée, largement ornés de dentelle. Blanc pur. 34-36 A, 34 à 38 B,C et 34-36 D.

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC. MONTRÉAL CENTRE-VILLE • PROMENADES ST-BRUNO • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

SOMMET DU G8

# Chrétien s'en prendra aux subventions à l'agriculture

Presse Canadienne

OTTAWA — Encouragé par le chancelier allemand Gerhard Schröder, le premier ministre Jean Chrétien promet de plaider en faveur de la fin des subventions à l'agriculture au Sommet du G8 qui a lieu cette semaine.

M. Chrétien s'est entretenu hier pendant une heure avec M. Schröder. Il a convenu avec son vis-à-vis que le Canada est mieux placé pour défendre cette cause, puisque plusieurs pays européens ont eux aussi participé, tout comme les Américains, à la guerre des subventions dans le secteur agricole.

« En Europe, ils ont ces programmes, alors ils se sentent moins à l'aise que moi, a dit M. Chrétien. Il m'a encouragé à soulever la question, et bien sûr, je vais le faire. » Reste à voir si M. Chrétien ou M. Schröder réussiront à ébranler la position du président des États-Unis George W. Bush. Avec des élections au Congrès en vue pour l'automne, M. Bush ne montre aucune volonté de combattre les pressions protectionnistes qui s'exercent aux États-Unis.

Le substantiel coup de pouce financier approuvé par les législateurs américains à l'intention des agriculteurs a obligé Ottawa à réagir, la semaine dernière, avec son propre programme d'aide de 5,2 milliards destiné aux producteurs canadiens. Mais M. Chrétien a souvent dit que le Canada n'a pas les moyens de se lancer dans une guerre de subventions avec les États-Unis ou l'Union européenne.

Il a aussi reproché aux politiques protectionnistes en agriculture aux États-Unis de nuire aux efforts pour aider les pays en voie de développement, surtout en Afrique, où la plupart des leaders réclament justement un meilleur accès aux marchés occidentaux.

M. Schröder a rendu hommage, hier, à l'initiative prise par le premier ministre Chrétien en faveur du développement de l'Afrique, et lui a promis son appui. Mais il est rapidement passé à d'autres dossiers, réservant ses plus virulentes déclarations à la politique commerciale américaine, non seulement dans le secteur agricole mais aussi dans la sidérurgie. Cela engendre une distorsion du marché, a-t-il dit en parlant des quotas d'importation d'acier imposés par Washington au début de l'année. Des entreprises allemandes ont été pénalisées.

L'initiative africaine du premier ministre Chrétien met l'accent sur l'augmentation de l'assistance économique, des investissements étrangers et du commerce avec le continent le plus pauvre. Elle prend la forme du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA), lequel est censé récompenser, au moyen d'aide économique, les pays qui entreprendront des réformes démocratiques.

cyberpresse.ca Tout sur les préparatifs et les enjeux du G8 de Kananaskis à www.cyberpresse.ca/g8

# Ottawa se prépare à l'opération « Prenons la capitale »

ISABELLE DUCAS  
Presse Canadienne

OTTAWA — Le maire d'Ottawa, Bob Chiarelli, assure que les manifestants qui se donnent rendez-vous dans la capitale fédérale, demain et jeudi, pour protester contre le Sommet du G8, ne réussiront pas à fermer la ville, comme ils le clament, ni à intimider la population, qui continuera à vaquer à ses occupations habituelles.

« Les gens d'Ottawa ne seront pas intimidés par 200 ou 300 anarchistes qui vont tenter d'infiltrer une manifestation pacifique, a dit hier M. Chiarelli, lors d'une conférence de presse à l'hôtel de ville. Si nous souhaitons la bienvenue aux manifestants pacifiques, nous n'aurons aucune tolérance pour ceux qui se prêtent à des actes de vandalisme. »

Mais cette agitation ne passera tout de même pas inaperçue dans la capitale, qui se prépare depuis quelques jours à toute éventualité : les lampadaires ont été enlevés de la colline du Parlement, des barrières métalliques ont été amenées à des endroits stratégiques, prêtes à servir, même la flamme éternelle, en face de la tour de la Paix, a été éteinte et recouverte de blocs de ciment.

Le premier ministre Jean Chrétien, qui rencontrait hier à Ottawa le chancelier de l'Allemagne Gerhard Schröder, avant de se rendre au Sommet du G8 en Alberta, a souligné que les policiers devaient prendre certaines précautions pour éviter que les manifestants n'endommagent des biens publics.

« J'en ai organisé moi-même, dans ma jeunesse, des manifestations, sauf qu'elles doivent être faites de façon pacifique et ne rien briser, a dit M. Chrétien. La flamme, on va la rallumer, on a du gaz naturel à plein pour la rallumer. »

Son hôte, M. Schröder, a blagué en disant qu'il était surpris d'apprendre que le premier ministre avait déjà pris part à des manifestations. « Je croyais que les manifestations étaient seulement organisées par de jeunes sociaux-démocrates comme moi. Je ne savais pas que les libéraux organisaient de telles manifestations également », a-t-il lancé en souriant.

Selon les estimations de la police, envi-



À Ottawa, des lampadaires ont été enlevés, des barrières métalliques ont été amenées à des endroits stratégiques, prêtes à servir et même la flamme éternelle, en face de la tour de la Paix, a été éteinte et recouverte de blocs de ciment.

ron 2500 manifestants antimondialisation pourraient prendre d'assaut Ottawa, armés de pancartes et de peinture en aérosol pour laisser des traces sur leur passage. Ces militants ont décidé de se tourner vers la capitale en voyant que le lieu de la rencontre du G8, le village de Kananaskis, dans les Rocheuses, à une centaine de kilomètres au nord de Calgary, serait complètement bouclé par la police et l'armée.

Les organisateurs de « Prenons la capitale » prévoient commencer leurs activités demain par une marche sans itinéraire précis, dans les rues du centre d'Ottawa, au cours de laquelle les participants pourront utiliser « une diversité de tactiques ». Ils ont prévenu que les manifestants pourraient prendre pour cible des symboles du capitalisme, par exemple des succursales de banques et de multinationales, des bureaux gouvernementaux ou les ambassades de certains pays.

Les services policiers refusent de dire combien d'agents seront sur place pour surveiller la foule, mais le chef de police d'Ottawa, Vince Bevan, a indiqué que des agents de la Sûreté du Québec et d'autres régions de l'Ontario viendraient leur prêter main-forte.

Les forces de l'ordre ont également été avares de commentaires au sujet de l'arsenal à leur disposition, révélant simplement que l'escouade antiémeute serait prête à intervenir avec des chiens, si nécessaire.

Vince Bevan a souligné que la police avait essayé d'entrer en communication avec les organisateurs des manifestations de cette semaine, pour discuter de la sécurité des militants, mais leurs tentatives sont restées sans réponses, a-t-il déploré.

M. Bevan a lancé une nouvelle invitation aux organisateurs de l'événement, mais les a également mis en garde. « Si des manifestants brisent des fenêtres ou vandalisent des propriétés privées, ils seront arrêtés et des accusations seront portées contre eux, a-t-il dit. Les policiers feront les arrestations dès que la situation le leur permettra et les gens seront emmenés devant le tribunal. »

Lors de la rencontre des ministres des Finances du G20, l'automne dernier à Ottawa, les policiers avaient utilisé des gaz lacrymogènes, des balles de plastique et des chiens pour tenter de contrôler les manifestants.

Autre texte sur le Sommet en A13

**À VOS MARQUES, PRÊTS, LISEZ !**  
Tous les jours dans **La Presse**

# SPORTS

**Vous avez un événement à célébrer ?**

Partagez ce bonheur avec vos parents et amis en plaçant une annonce dans la rubrique **CÉLÉBRITÉS**

- un anniversaire de mariage
- des fiançailles
- un mariage
- un anniversaire de naissance
- l'obtention d'un diplôme
- ou tout autre événement spécial

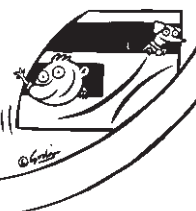
**JOYEUSES NOCES D'ARGENT**  
Ils se sont aimés dès la première seconde. La vie, parfois généreuse de son temps, leur a donné 25 ans de plus pour continuer... Félicitations aux tourtereaux Paul et Carole Tremblay. Gros bisous de toute la famille.

Ces annonces sont publiées tous les dimanches dans **La Presse**  
Heure de tombée : Mercredi 17 h

Composez le **(514) 285-6999** ou le **(514) 285-7274**  
Appels interurbains (sans frais) **1 866 987-8363**

CHOIX DE FORMATS		
Hauteur	Largeur	Tarifs
3 po	2 3/4 po	100 \$
3 po	5 1/2 po	200 \$
5 po	5 1/2 po	350 \$

Viens grimper avec **Oli** en haut de la Tour de Montréal.



Parc olympique Québec

## LA SUPERGRILLE DU MOIS

**La Presse**

*Délices en conserve*

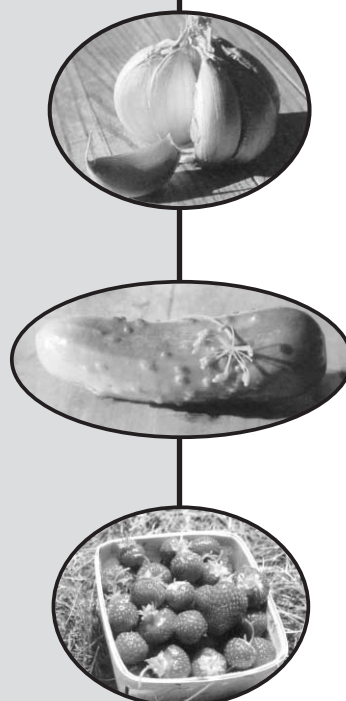
- Confitures et gèles
- Marinades, chutneys et salades
- Condiments, huiles et vinaigres

*Anne Gardon*

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

**EN JUIN, 100 gagnants mériteront le livre DÉLICES EN CONSERVE de Anne Gardon et un t-shirt La Presse.**

### À SURVEILLER DIMANCHE



3062007

26992904

**La Presse**

01906

3057649

3062612A

021020

# Les psys veulent élargir leur bassin de clientèle

MATHIEU PERREAULT

ALORS QUE le financement des soins médicaux, et des médicaments en particulier, devient de plus en plus problématique, les psychiatres se lancent dans les grandes manœuvres. Ils veulent élargir leur bassin de patients en surmontant l'opprobre et la mauvaise information qui entravent le traitement des maladies mentales.

« À peine 10 % des gens qui souffrent de maladies psychiatriques reçoivent des traitements appropriés, et y répondent bien », observe Guy Debonnel, psychiatre à l'Université McGill et au Royal Victoria. Le Dr Debonnel est l'un des organisateurs du 23<sup>e</sup> congrès du *Collegium Internationale Neuro-psychopharmacologicum*, qui réunit à Montréal 3200 psychiatres et chercheurs du monde entier cette semaine.

« Le stigma qui entourait les maladies psychiatriques reste très présent. Les gens ne parleront pas de dépression, ils diront qu'ils font un *burn-out*, ou souffrent de fatigue chronique. Ces gens-là ne sont pas bien traités. Même chez les gens qui ont un diagnostic adéquat, le tiers n'est pas du tout traité, et un autre tiers n'est pas traité adéquatement.

ment. Chez ceux qui le sont, un autre tiers ne répond pas au traitement. »

N'est-il pas illusoire de penser que les gouvernements financeront une augmentation importante du nombre de traitements psychiatriques ? Après tout, l'assurance-médicaments québécoise éprouve déjà des problèmes importants. « Les maladies psychiatriques comportent un coût énorme pour la société, rétorque le Dr Debonnel. Une personne qui fait une dépression

peut être inefficace pendant six mois, un an. Le coût pour les entreprises est important. Une certaine proportion des coûts de l'aide sociale et de l'assurance-chômage est due aux maladies psychiatriques. »

**Au Québec aussi**

À sa dernière assemblée annuelle, au début du mois de juin au mont Tremblant, l'Association des médecins psychiatres du Québec abordait le même problème. Le Dr Robert Perreault, de la direction de

la santé publique de Montréal-Centre, rapportait qu'entre le tiers et la moitié des réclamations aux assurances médicales privées au Canada concernent les troubles psychiatriques, et que leur impact sur la productivité pourrait atteindre 17 % des salaires.

Pour améliorer les traitements, l'AMPQ négocie en ce moment des changements salariaux qui permettront de mieux assister les médecins de famille. « En ce moment, les omnipraticiens hésitent à pren-

dre des patients ayant des troubles psychiatriques, même légers, observe le Dr Perreault. Ils ont beaucoup de misère à trouver un psychiatre à qui référer un patient en crise. Ça leur prend souvent une demi-journée. La structure d'honoraires des psychiatres récompense actuellement davantage les soins de première ligne que les références. Nous voulons enlever les obstacles à la circulation des patients entre les première et deuxième lignes. »

## L'inosine aide la réparation du cerveau après une attaque cérébrale

Agence France-Presse

WASHINGTON — L'inosine, une substance produite par l'organisme, favorise la croissance nerveuse dans le cerveau, permettant de réparer certains dommages causés par un accident vasculaire cérébral, selon une étude menée sur un modèle animal qui doit paraître aujourd'hui.

Les résultats de l'étude menée sur des rats, publiée dans les Comptes rendus de l'Académie nationale des sciences (PNAS), montrent que l'inosine stimule la croissance des axones (prolongement des neurones transmettant l'influx nerveux) dans les zones intactes du cerveau, rétablissant ainsi des connexions dans les zones touchées par un accident cérébral.

« Ces résultats sont d'un intérêt à la fois scientifique et clinique », a commenté le neurologue Larry Benowitz, qui a dirigé l'étude au sein de l'Hôpital pour enfants de la faculté de médecine de Harvard à Boston.

« L'étude montre que l'inosine provoque un grand nombre de reconnections dans le cerveau après une attaque. Ces reconnections paraissent suffisantes pour permettre une guérison fonctionnelle substantielle », a poursuivi le Dr Benowitz.

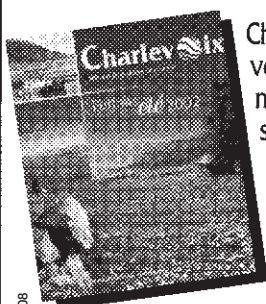
« En matière d'implications cliniques, l'inosine, qui semble ne pas avoir d'effets indésirables sur les animaux jusqu'à présent, est une nouvelle approche potentielle de régénération nerveuse pour le traitement de l'attaque et d'autres types de blessures du cerveau », a-t-il ajouté.

L'inosine est un nucléoside de l'organisme. Pour cette étude, la substance a été produite par la société pharmaceutique américaine Boston Life Sciences, qui avait déjà fait état à la fin 2001 de résultats encourageants dans l'utilisation d'inosine, jusqu'à 24 heures après la survenance d'une attaque.

Environ 750 000 personnes sont victimes d'un accident vasculaire cérébral chaque année aux États-Unis. Ce type d'attaque est la troisième cause de décès par maladie aux États-Unis après l'accident cardiaque et le cancer.

## Charlevoix

200 ans de tradition touristique !



Charlevoix, destination de villégiature depuis plus de 200 ans, vous offre ses paysages et ses panoramas, ses parcs et ses sites naturels, ses richesses culturelles et artistiques, son casino, ses croisières et bien d'autres trésors...

Plus de cent combinaisons vacances avec hébergement et activités vous sont offertes cet été dans Charlevoix.

**Demandez notre brochure Forfaits 2002 !**

Association touristique régionale de Charlevoix

**1-800-667-2276**

[www.tourisme-charlevoix.com](http://www.tourisme-charlevoix.com)



FORFAITS-CASINO | 1 800 665-2274

Québec  
Les vacances  
dans Charlevoix  
c'est fidèle

# MERCI

## Malibu de Chevrolet

« Meilleur véhicule intermédiaire d'entrée de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. »

# MERCI

## Corvette de Chevrolet

« Meilleur véhicule sport haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U., pour la deuxième année consécutive »

# MERCI

## Century de Buick

« Meilleur véhicule intermédiaire haut de gamme pour sa qualité initiale aux É.-U. »

# MERCI

## LeSabre de Buick

« Meilleur véhicule grand format pour sa qualité initiale aux É.-U. »



Vous exigez le meilleur et chaque année, nous redoublons d'efforts pour vous l'offrir. C'est donc avec fierté et reconnaissance que General Motors reçoit quatre prix d'excellence décernés à ces véhicules par la firme *JD Power and Associates* après consultation auprès de 64 905 nouveaux propriétaires.



General Motors du Canada Limitée

Chevrolet • Pontiac • Oldsmobile • Buick • GMC • Cadillac • Hummer  
Saturn • Saab • Isuzu

La Corvette de Chevrolet a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule sport haut de gamme pour la deuxième année consécutive, la Malibu de Chevrolet a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule intermédiaire d'entrée de gamme, la Century de Buick a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule intermédiaire haut de gamme et la LeSabre de Buick a reçu la plus haute distinction dans la catégorie véhicule grand format, dans une étude sur la qualité initiale<sup>SM</sup> aux É.-U. effectuée par *J.D. Power and Associates* en 2002. Étude basée sur un total de 64 905 réponses de consommateurs mentionnant un problème survenu durant les premiers 90 jours après l'achat d'un véhicule. [www.jdpower.com](http://www.jdpower.com)

| AUTOROUTE 30 |

# Les commerçants et industriels de la Rive-Sud sont inquiets

ANDRÉ DUCHESNE

CRAIGNANT un nouveau report « aux calendes grecques » de l'éternel projet de prolongement de l'autoroute 30, les membres de la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud réclament au plus vite une intervention de Québec.

« La Chambre souhaite obtenir du gouvernement une réponse claire et rapide concernant le tracé retenu et le calendrier de réalisation. Les gens d'affaires veulent obtenir la certitude que le processus sera enclenché dans les plus brefs délais », indiquent les dirigeants dans un communiqué publié à la suite du dépôt du rapport du Bureau d'audiences publiques en environnement (BAPE) sur le projet.

Dans son rapport rendu public la semaine dernière, le BAPE s'est prononcé en faveur du « tracé sud » du projet d'autoroute, soit celui contournant les municipalités de Sainte-Catherine, Saint-Constant, Delson et Candiac en passant par des terres agricoles qui seraient éventuellement expropriées.

Celui-ci s'oppose au « tracé nord » consistant à faire passer l'autoroute au cœur des quatre villes avec une tranchée d'environ 25 pieds. Favorisé à la fois par le ministère des Transports, la majorité des élus et le milieu des affaires, ce tracé aurait l'avantage de pouvoir être réalisé d'ici 2007 comparativement à 2010 pour le

« tracé sud ». Dans ce contexte, le rapport du BAPE a de quoi semer l'inquiétude chez les commerçants et industriels de la Rive-Sud. « Avec un fort pourcentage d'entreprises exportatrices et de distribution, la région ne dispose d'aucune voie qui permette de contourner Montréal, ce qui a pour effet d'engorger la circulation sur les ponts de façon dramatique », note la Chambre dans son communiqué.

On rappelle également que le Comité intermunicipal de l'autoroute 30 et le Comité consultatif agricole de la MRC Roussillon favorisaient eux aussi la version nord.

À ce dossier qui s'éternise s'ajoute la querelle entre Québec et Ottawa relativement au partage des coûts de quelque 730 millions de dollars concernant le tronçon ouest de l'autoroute, entre Châteauguay et Vaureuil, dont l'avenir est encore indéfini. Dans une entrevue accordée il y a quelques semaines à *La Presse*, le ministre québécois des Transports, Serge Ménard, avait affirmé que les deux ordres de gouvernement étaient sur le point de s'entendre dans ce dossier.

L'option sud privilégiée par le BAPE prévoit un tronçon de 8,8 kilomètres aménagé à un coût estimé de 185 millions de dollars. L'option nord serait un peu moins longue (7,7 km) et moins chère, soit 178 millions de dollars.

## Le FRAPRU exige de l'action dans le dossier de Benny Farm

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE FRONT d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) a profité d'une manifestation devant le complexe de logements pour vétérans Benny Farm, en fin de semaine, pour réclamer un geste du gouvernement fédéral au moment d'une crise du logement sans précédent à Montréal.

Le Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce a organisé cette manifestation qui a rassemblé environ 50 personnes. Le complexe de 312 appartements construits au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale est pratiquement inoccupé aujourd'hui et plusieurs groupes militent pour le rendre accessible à des locataires.

Le FRAPRU demande au propriétaire, la Société immobilière du Canada (SIC), de mettre ces logements à la disposition des personnes incapables de se trouver un logement dès cet été, mais la SIC lui a répliqué dans une lettre que ces logements étaient inhabitables. Le porte-parole du FRAPRU, François Saillant, demande maintenant une inspection indépendante des bâtiments pour en avoir le cœur net.

De son côté, le Fonds foncier communautaire Benny Farm (FFCBF) fait la promotion depuis plusieurs années d'un projet de logements de différentes catégories sur le domaine de 13 acres. Plus récemment, l'Association des résidents et contribuables avertis de NDG a lancé une campagne pour la construction de logements pour personnes retraitées, d'un centre de loisirs municipal avec une piscine et une bibliothèque ainsi qu'un CLSC.

La vocation future de l'emplacement suscite donc plusieurs divergences et l'administration municipale a choisi de nommer le responsable du service de développement économique et d'urbanisme, Cameron Charlebois, comme médiateur entre les différentes parties.

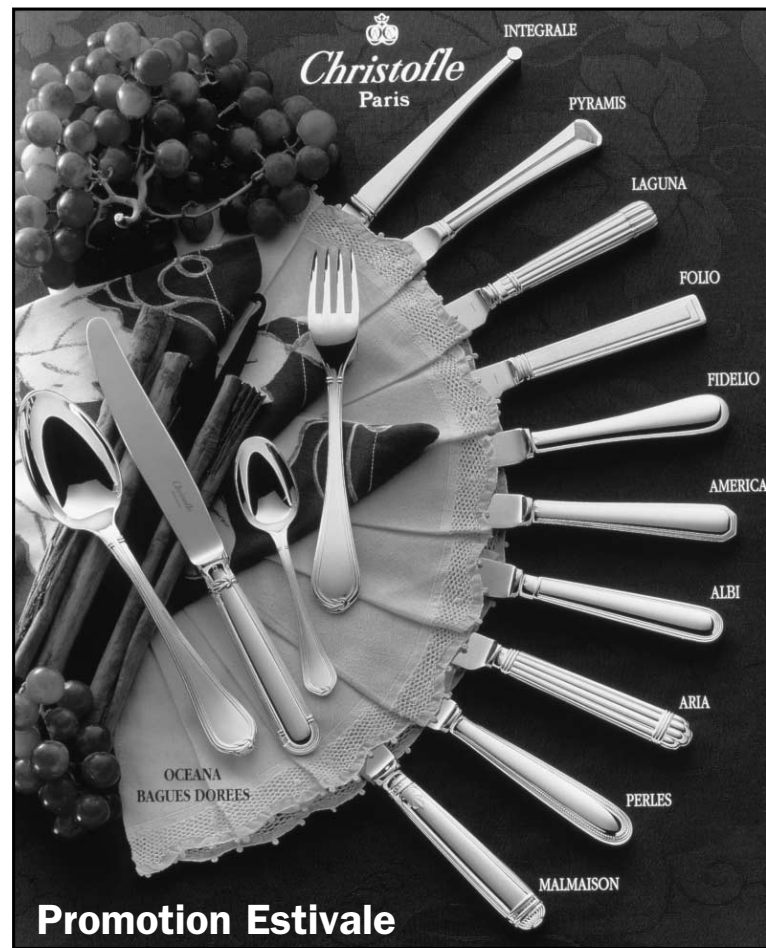
Le responsable du dossier de l'urbanisme à la Ville de Montréal, Robert Libman, indiquait pour sa part au journal *Le Devoir* qu'aucun projet ne pourrait se concrétiser avant le printemps 2003. Lucia Kowaluk, du FFCBF, a déploré cette lenteur en rappelant que Benny Farm coûte 100 000 \$ d'entretien chaque mois.

**Zytco** LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,  
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,  
WINDSOR, VICTORIEN  
ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
WWW.ZYTCO.COM

VERRE SUPER-ISO BLOCK  
ARÊTES OU RECOURBÉS  
ESTIMATION SANS FRAIS

514-335-2050  
800-361-9232



### Promotion Estivale

À l'achat d'un ensemble de 5 pièces recevez le couteau à dessert. Offre valable jusqu'au 3 juillet 2002 sur tous les modèles de couverts en acier, en métal argenté et en argent massif.

**Christofle** chez **OGILVY**  
1307, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal  
(514) 987-1242



## Le Tout-à-Parler. Tout est là, même les extras.



Dans le nouvel ensemble Tout-à-Parler, tout est là : un seul prix, tout ce qu'il vous faut pour parler et les extras inclus pour seulement 199,99 \$.\*

- Un téléphone Samsung N150 trimode
- Un écouteur mains libres
- Quatre mois de temps d'antenne avec Parlez 25 (200 minutes d'appels locaux par mois)\*
- La messagerie vocale, l'appel en attente, l'appel conférence et Naviguez à l'essai
- Les offres du programme AVANTAGES<sup>SM</sup> (une valeur de plus de 100 \$)\*\*

Pour plus de détails, appelez au 1 888 810-5555 ou visitez [telusmobilité.com](http://telusmobilité.com)  
Le futur est simple<sup>SM</sup>.



Magasinez en ligne à [telusmobilité.com](http://telusmobilité.com) ou appelez-nous au 1 888 810-5555.

FUTURE SHOP | LA CABINE TÉLÉPHONIQUE | EX-GROS | COMPTON | CompuSmart | TELUS | WAL-MART | CENTRE HI-FI | Dumoulin REGION METROPOLITAINE | STEREO | BRAILLÉ | PORTNEAU

\*Les taxes, les redevances d'utilisation et les frais d'interurbain, de temps d'antenne additionnel, des services de qualité Net en main et des services d'urgence 911 sont en sus. \*\*Valeur annuelle totale. L'offre sur l'ensemble Tout-à-Parler est valable avec les nouvelles mises en service seulement et ne peut être jumelée à aucune autre offre de crédit sur le téléphone liée à un contrat. \*Valable du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2002. ©2002 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE. \*\*TELUSS Mobilité, le logo TELUS Mobilité et [telusmobilité.com](http://telusmobilité.com) sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. Le futur est simple, AVANTAGES et Tout-à-Parler sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de Cisetnet Inc.

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

ÎLE DE MONTRÉAL

- 950, rue Ste-Catherine Ouest  
Carrefour Angrignon  
Centre Rockland  
Fairview Pointe-Claire  
Le Centre Eaton  
Les Galeries d'Anjou  
Place Alexis Nihon  
Place Versailles  
Place Vertu

Montréal

- Communication Métropolitaine  
8780, boul. Saint-Laurent, local 4  
Expert Cellulaire  
1019, rue Clark  
Instant Page  
1682, rue Mont-Royal Est  
Proxi Télécom Inc.  
1020, rue Saint-Denis  
Verscell Communications  
1485, rue Amherst

Dollard-des-Ormeaux

- La Zone SCP  
3349-B, boul. des Sources

Saint-Laurent

- D2 Technologie Inc.  
2119, boul. Marcel-Laurin  
La Zone SCP  
785, rue Décarie  
PC Page Communications Inc.  
3832, boul. Côte-Vertu

Saint-Léonard

- PC Mondial  
9310, boul. Lacordiaire

LAVAL ET RIVE-NORD

- Carrefour Laval  
Centre Laval  
Place Rosemère

Laval

- Contact Com. D.L. Communications  
1521, autoroute 440 Ouest  
Digital Radiocommunication Inc.  
1811, boul. Curé-Labelle  
Proxi Telecom Inc.  
1682, boul. Saint-Martin Ouest

Saint-Eustache

- Contact Com D.L. Communications  
465-A, boul. Arthur-Sauvé

Terrebonne

- SRAD Communications Inc.  
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe

- Darsigny Communications  
892, rue des Cascades

Vaudreuil-Dorion

- Services Technologiques D.A.T.T.  
296, boul. Harwood, local 4

RIVE-SUD

- Mail Champlain  
Les Promenades St-Bruno

Beauport

- Cellulaire Plus  
559, boul. Laurier

Châteauguay

- D2 Technologie  
247, boul. D'Anjou

Longueuil

- Cell-Bo Communications Inc.  
2449, ch. Chambly

**EN VOYAGE AVEC NOUS**

Les mercredis et samedis dans **La Presse**

**VACANCES VOYAGE**

**LIQUIDATION**

Billets de spectacle **Roméo et Juliette** au Théâtre St-Denis **29 juin 2002**  
Prix : de 25 \$ à 35 \$  
Faites vite, les places sont limitées!

**Groupe Voyages Québec**  
Composez sans frais le **1 888 330-6373**  
Détenant des permis du Québec

# Salmigondis pakistanais



**JOONFED KHAN**

envoyé spécial

## AU PAKISTAN

SLAMABAD — La « visite guidée » de journalistes étrangers au Cachemire pakistanais, déjà reportée de mardi à jeudi, était « confirmée » mercredi par les Relations publiques des Renseignements militaires (ISPR). J'avais ordre de me présenter à 5 h 45 du matin jeudi au ministère de l'Information.

Première démarche : j'ai changé ma date de départ pour Karachi de jeudi à vendredi, avec une pénalité de 25 \$ CAN exigée par les Lignes pakistanaises (PIA).

Coup de téléphone du ministère au milieu de l'après-midi : la « visite » est reportée de nouveau, à samedi matin cette fois — c'est-à-dire au moment même où je dois prendre l'avion à Karachi pour rentrer à Montréal.

De retour hier soir au comptoir des PIA, impossible de trouver une place à bord des vols Islamabad-Karachi jeudi. J'ai gardé ma réservation pour vendredi.

C'est un vieux truc politique : gagner du temps. Au lieu de dire carrément non, les autorités camouflent leur refus dans des promesses constamment reportées.

Je me souviens en 1990, avant la guerre contre l'Irak, les Saoudiens me firent poireauter près de deux mois, dont 10 jours au Caire, pour obtenir un visa pour Djeddah. Rentré au Canada après une escale mouvementée à Djeddah (mon passeport portait l'estampe de l'Irak), je fus notifié par le ministère canadien des Affaires étrangères, à Ottawa, que mon visa était arrivé à l'ambassade du Caire au lendemain de mon départ !

Pour « djihadiser » la culture pakistanaise, après l'avoir allègrement « djihadisée » pendant 25 ans, Islamabad a pris un chapitre du livre des généraux algériens : il a banni quelques-uns des groupes islamistes armés (pas tous), et il a décidé de soumettre les madrassas (écoles coraniques) au contrôle de l'État.

En vertu d'un décret, le régime du général Pervez Musharraf contraint les madrassas à obtenir la certification d'un Bureau gouvernemental, et à élargir leur curricula à l'enseignement des sciences, des



Un jeune garçon pakistanais vend des livres musulmans et des affiches aux fidèles sortant de la mosquée Rouge, à Islamabad.

mathématiques, de l'anglais et de l'ourdou, conditions essentielles pour avoir des subventions. Ces madrassas ne pourront plus recevoir des fonds de l'étranger ni admettre d'étudiants étrangers — en bref, le Pakistan ferme les filières saoudienne, libyenne, iranienne et irakienne qui utilisaient ses madrassas, avec son consentement pressé, pour former des jeunes musulmans du monde entier et exporter le militantisme islamiste.

### Au cyberclub

Un jeune homme rencontré au petit cyberclub (sans thé ni café) en face du Holiday Inn étudie l'électronique et consacre son temps libre à écrire des lettres aux jour-

naux. « Ils ont offert de me payer, mais pour l'instant je le fais sur une base volontaire », dit l'adolescent, lourd et boutonneux.

« Vous avez été en Inde. Quelle différence voyez-vous avec le Pakistan ? » demande-t-il. « À mes yeux, l'Inde a une tradition de gouvernement civil et une société civile plus amples et plus vigoureuses », ai-je répondu de façon générale, tout en transmettant mes textes à *La Presse*.

« Vous voulez dire que l'Inde est démocratique ? Non, non, non, l'Inde n'est pas démocratique, le Pakistan n'est davantage », affirme-t-il avec émotion.

En face, le Holiday Inn brûle au

soleil de juin. Les immenses eucalyptus, plantés il y a 50 ans, ont été coupés, seuls les troncs émergent du sol jusqu'à environ 15 pieds, les branches et les feuilles sèchent, entassées sur le trottoir bordé de barbelés.

Le Holiday Inn est un symbole américain. Donc une cible des islamistes. D'où ces mesures de précaution, doublées de sentinelles armées. L'étranger entrant dans le hall de l'hôtel doit passer par un détecteur de métal et une fouille physique en bonne et due forme. Au Centre d'affaires de l'hôtel, l'envoi d'un courriel coûte 100 roupies (2,50 \$ CAN). Au cyberclub en face, cela coûte 10 roupies !

### Féodalisme rural

« Le Pakistan est trop puissant pour être ébranlé par des attentats comme celui qui a frappé le consulat des États-Unis à Karachi. »

Le propos est rapporté par un « journaliste » du quotidien *The News*, présent dimanche au mariage de la fille du secrétaire du général Musharraf, baptisé « le mariage de l'année ».

Décrivant le somptueux décor et parlant des décideurs présents (Musharraf et son épouse sirotaient leur jus d'orange à l'écart, pour raisons de sécurité), le reporter cite les commentaires des militaires et des ministres sur le budget, sur l'Inde, sur la nomination d'un nouveau ministre des Affaires étrangères. Un haut fonctionnaire parle de l'ancien haut-commissaire du Pakistan en Inde comme d'un bon candidat. « Il est sans doute éloquent, mais il n'a pas l'étoffe d'un ministre », rétorque un général.

Dans le même journal, le lendemain, un journaliste, citant des sources informées, parle d'un vif débat au sein du cabinet sur un nouveau projet appelé Corporate Agricultural Farming (CAF) : il s'agit de faciliter la grande production agricole sur une base industrielle privée.

Selon le reporter, les ministres d'origine féodale et proches des grands propriétaires terriens sont en faveur du CAF, ceux qui sont plus proches des petits fermiers et des paysans ont mis en garde contre « le renforcement du féodalisme rural au lieu de son affaiblissement ».

Surtout, les ministres pro, qui ont emporté le morceau, se sont opposés à ce que le CAF soit déclaré une « industrie », ce qui le soumettrait à des taxes et autres contrôles. De plus, le cabinet a décidé que les paysans travaillant sur les grandes plantations du CAF n'auraient pas le droit de se syndiquer.

## ÉTATS-UNIS

# La hausse des crimes violents, un renversement de tendance

Agence France-Presse

WASHINGTON — Après neuf ans de baisse, le nombre de crimes violents a à nouveau augmenté l'année dernière aux États-Unis, ce qui se produit à un moment délicat pour les forces de police appelées également à la lutte contre le terrorisme.

Selon des statistiques de la police fédérale (FBI) rendues publiques hier, les homicides volontaires ont progressé en 2001 de 3,1 % par rapport à l'année précédente, tandis que les crimes violents, toutes catégories confondues, ont connu une hausse de 2 % sur la même période.

Cette hausse de la criminalité, constatée dans la plupart des régions, intervient au moment où les forces de police connaissent des réductions budgétaires et voient leurs missions évoluer vers la prévention du terrorisme au détriment des enquêtes criminelles traditionnelles.

Le FBI a ainsi, par exemple, récemment annoncé une restructuration qui fait basculer des effectifs chargés de combattre la criminalité dans la lutte antiterroriste.

Dans ce rapport préliminaire soulignant le renversement de tendance dans le nombre de crimes violents, diffusé sur son site internet, le FBI indique qu'il publiera à l'automne des chiffres définitifs.

Les autorités fédérales précisent par ailleurs que ces statistiques ne tiennent pas compte des attentats du 11 septembre contre New York et Washington, qui ont fait 3056 morts. Sinon, les meurtres auraient progressé de 26,4 %, selon le rapport.

« On s'est beaucoup focalisé sur la lutte contre le terrorisme, et à juste titre. Mais le gouvernement fédéral doit continuer à aider les forces de police à trouver les moyens de contenir la violence dans les communautés », a estimé un ancien commissaire de la police new-yorkaise, Patrick Murphy, cité hier dans le quotidien *USA Today*.

À Boston, le nombre de meurtres a fait un bond considérable de 67 % en un an. Des augmentations à deux chiffres ont également été rapportées à Houston (Texas), Atlanta (Géorgie), St. Louis (Missouri, centre) et Phoenix (Arizona, sud-ouest).

En revanche, à New York, la criminalité a continué à baisser (-10 %), faisant de cette ville une exception à la tendance générale.

LE GRAND  
SOLDE D'ÉTÉ  
HARRY ROSEN

JUSQU'À  
50%  
DE RABAIS

Obtenez jusqu'à 50 % de rabais sur certains modèles de complets, vestons sport, pantalons, vêtements décontractés, vêtements d'extérieur, chemises habillées, cravates et de chaussures\*. Hâtez-vous d'en profiter car les premiers arrivés seront les premiers servis.

Service de retouche en sus pour les articles dont le prix est réduit de 50 % ou plus.

[ SOLDE EN COURS ]  
\*Chaussures vendues seulement dans certains magasins.

HARRY ROSEN

*La Presse*  
25 juin 2002

Page A11 manquante

# Zimbabwe: les fermiers blancs défient la nouvelle loi

Agence France-Presse

HARARE — Quelques 2900 fermiers blancs du Zimbabwe qui auraient dû arrêter leur production hier en vertu d'une nouvelle loi sur la redistribution des terres ont continué à travailler comme à l'accoutumée sans réaction des forces de sécurité.

Une majorité de fermiers ont ignoré la date limite imposée par la nouvelle loi et ont poursuivi leur travail, a affirmé Jenni Williams,

porte-parole du syndicat des fermiers commerciaux (CFU), qui regroupe essentiellement les quelque 4800 grands fermiers blancs du pays.

Le 10 mai dernier, le gouvernement avait promulgué une nouvelle loi stipulant qu'un fermier dont l'exploitation a été désignée pour acquisition par l'État devait arrêter ses activités 45 jours après avoir reçu des autorités l'ordre d'acquisition et devait quitter sa ferme 90 jours après.

L'ordre d'acquisition a été envoyé aux 2900 fermiers concernés avant le 10 mai et la loi s'appliquait pour eux à compter du jour de sa promulgation. C'est-à-dire hier, selon le CFU.

Les fermiers qui ignorent l'expiration du temps légal sont passibles d'une peine de deux ans de prison maximum et/ou d'une amende de 20 000 dollars zimbabwéens (364 dollars US). La loi concerne également quelque 232 000 ouvriers agricoles des fermes en

question, qui auraient dû arrêter le travail.

Le gouvernement a refusé d'accorder des dérogations à certains planteurs de tabac qui avaient demandé de pouvoir continuer à exploiter leurs fermes jusqu'à la fin de la prochaine saison, soit au début de 2003. « La réforme agraire est réelle et irréversible. En conséquence, la loi s'appliquera pleinement » sans aucune dérogation pour qui que ce soit, avait déclaré la semaine dernière le ministre de

l'Information, Jonathan Moyo. « Ils ne peuvent pas arrêter de travailler en 45 jours. Nous allons devoir tenir et voir ce qui se passe », a déclaré Jenni Williams de la CFU.

Cité pendant le week-end par la radio d'État ZBC, le ministre de l'Agriculture, Joseph Made, a affirmé que le nombre de fermiers concernés par la nouvelle loi était beaucoup moins élevé que ce qu'affirme le CFU, sans toutefois avancer de chiffre.

## À TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE VÉHICULES GM 1996 ET 1997

La plupart des véhicules GM bénéficient de la protection longue durée du Dex-Cool<sup>MD</sup>, un liquide de refroidissement du moteur, reconnaissable

à sa couleur orangée, conçu pour durer 5 ans ou 240 000 km.

Maintenant que vous avez franchi le cap des 5 ans, il est important de le faire vidanger. Ainsi, Dex-Cool continuera à protéger votre système de refroidissement contre le gel, l'ébullition et la corrosion, et à maintenir la température de fonctionnement du moteur à un niveau sécuritaire. Les autres liquides sur le marché ne répondent pas aux normes de votre véhicule. Prenez pas de chances. Passez au Service Goodwrench de votre concessionnaire GM et roulez ensuite pendant 5 autres belles années.

### La vidange du liquide de refroidissement inclut :

- Essai de pression pour déceler les fuites internes et externes
- Vidange du liquide de refroidissement
- Remplissage avec un liquide de refroidissement

- approuvé et vérification de la concentration
- Essai de pression du bouchon du radiateur
- Vérification de l'état et de la tension des courroies d'entraînement

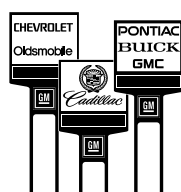
et des tuyaux du liquide de refroidissement

- Lavage ou nettoyage de l'extérieur du radiateur et du condensateur de climatiseur

**89<sup>95</sup>\$**



**Service Goodwrench**  
Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

www.goodwrench.gmcanada.com

Cette offre s'applique à la plupart des voitures et camionnettes GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 16 août 2002. Pour tous les détails voyez votre concessionnaire Goodwrench participant du Québec.

## EXPRESS INTERNATIONAL

### CUBA

#### Socialisme « intouchable »

LE PARLEMENT cubain a ouvert hier en présence du président Fidel Castro, une session extraordinaire pour approuver un amendement à la Constitution rendant « intouchable » le socialisme à Cuba. Par décision gouvernementale, les deux jours de session retransmis en direct à la radio et la télévision à travers tout le pays ont été déclarés fériés. La session avait été précédée d'une campagne de signatures approuvant à 99,25 % des Cubains inscrits sur les listes électorales un amendement constitutionnel ratifiant « expressément la volonté du peuple que le régime économique, politique et social inscrit dans la constitution de la république est intouchable ». — d'après AFP

### SYRIE

#### Opposant condamné

L'HOMME D'AFFAIRES et opposant syrien Habib Saleh a été condamné hier par la Cour de sûreté de l'État, un tribunal d'exception dont les jugements sont sans appel, à trois ans de prison pour avoir « sapé le sentiment national et s'être opposé aux objectifs de la révolution » du parti Baas au pouvoir depuis 1963. Saleh, 52 ans, avait animé un salon politique dans la ville portuaire de Tartous (Nord-Ouest) et critiqué le gouvernement. Il avait été arrêté pendant l'été 2001 en compagnie de neuf autres opposants. — d'après AFP

### BRÉSIL

#### Mairie attaquée

HIER À L'AUBE, plusieurs hommes masqués ont tiré plus de 100 coups de fusil et de mitraillette contre deux immeubles du siège administratif de la mairie de Rio de Janeiro et lancé deux grenades qui ont été désamorçées dans la matinée. La police a affirmé savoir qu'il s'agissait de trafiquants de drogue qui sont arrivés dans trois véhicules et ont ouvert le feu. « Le crime organisé augmente et atteint un niveau de terrorisme comparable à celui de la Colombie », a déclaré le maire, César Maia, qui demandera l'instauration dans sa ville de « l'état de défense », qui restreint le droit de réunion ou permet l'arrestation et la détention préventive de personnes. — d'après AFP

### CHILI

#### Intérêts espagnols

UNE CHARGE de dynamite a explosé dans la nuit de dimanche à hier devant des locaux de la compagnie d'électricité Chilectra, filiale de la société espagnole Endesa, à Santiago, causant d'importants dégâts sans faire de victimes, a annoncé hier la police. Selon elle, des tracts retrouvés sur place portaient le slogan « Dehors Enersis du territoire pehuenche », l'une des ethnies indiennes du sud du Chili. Une autre filiale du groupe Enersis construit actuellement une centrale électrique à Ralco (600 km au sud de Santiago), dans une région habitée par des indiens pehuenches et mapuches. Les travaux ont été entravés ces dernières années par les revendications territoriales de ces ethnies. — d'après AFP

### MALI

#### Campagne électorale

LA CAMPAGNE pour les élections législatives dont le premier tour est prévu le 14 juillet prochain, s'est ouverte au cours du week-end pour les quelque 1000 candidats briguant les 147 sièges de députés à l'Assemblée nationale. Le nouveau président élu en avril dernier, le général Amadou Toumani Touré, qui n'a pas de parti politique, a toujours déclaré qu'il gouvernera avec la majorité qui se dégagera de la future Assemblée nationale. Moins de 100 femmes sont candidates, relèvent les associations féminines, qui voudraient une parité hommes-femmes sur les listes électorales. — d'après AFP

| SOMMET DU G8 |

# La politique américaine mise en question

d'après AFP et AP

CALGARY — Du sommet du G8 en Italie l'an dernier à celui qui s'ouvre demain au Canada, le panorama international a été largement bouleversé par les attentats du 11 septembre, mais les interrogations demeurent sur la politique des États-Unis, relèvent les analystes.

Du Proche-Orient à l'Afghanistan, de la crise au Cachemire à la non-prolifération nucléaire, de nombreux dossiers « chauds » qui seront discutés dans la petite station de montagne de Kananaskis, près de Calgary, sont à des titres divers marqués par les retombées du 11 septembre et la bataille tous azimuts engagée par Washington contre le terrorisme.

La riposte de l'unique superpuissance mondiale a également relancé les interrogations sur la tentation pour Washington d'arbitrer les affaires du monde en cavalier seul ou de se lancer dans de nouvelles opérations militaires.

De fait, la réunion du G8 pourrait se traduire sur de nombreux dossiers par des demandes de clarification de la part des dirigeants de sept pays — Japon, Russie, Canada, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie — au huitième convive, l'Américain George W. Bush.

Ce devrait être tout spécialement le cas concernant les menaces américaines contre l'Irak et au sujet de la politique de Washington au Proche-Orient. « Les Européens vont certainement dire aux Américains : Occupez-vous d'abord d'Ariel Sharon avant de vous occuper de Saddam Hussein », estime Simon Serfaty, du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

Les interrogations portent également sur les orientations de fond de l'administration Bush, régulièrement critiquée pour une vision du monde centrée sur les seuls intérêts américains et ses pulsions « unilatéralistes ».

Pour certains, la crise ouverte par le 11 septembre a poussé une administration américaine frileuse face aux affaires du monde à sortir de sa réserve. Depuis le choc des attentats, « la guerre a remplacé le commerce comme priorité de l'administration Bush. Washington accorde beaucoup plus d'attention aux affaires internationales et aux relations avec les autres », relève Walter Russell Mead, du Council on Foreign Relations (CFR) à New York.

La spectaculaire détente avec la Russie, le réengagement progressif au Proche-Orient ou les navettes américaines entre l'Inde et le Pakistan pour désamorcer la crise au Cachemire témoignent de cette évolution.

Mais malgré les sourires et l'unanimité qui ne devraient pas manquer de marquer ce



Théâtre de rue au centre-ville de Calgary : une jeune Noire déguisée en arbitre africain de soccer montre un carton jaune aux huit joueurs du sommet du G8. De gauche à droite, les protestataires portent des masques représentant Silvio Berlusconi de l'Italie, Junichiro Koizumi du Japon, Jean Chrétien du Canada, Gerhard Schröder de l'Allemagne, Vladimir Poutine de la Russie, George W. Bush des États-Unis, Tony Blair de la Grande-Bretagne et Jacques Chirac de la France.

type de sommet, le malaise de fond risque d'être difficile à dissiper, selon Lawrence Korb, autre analyste du Council on Foreign Relations. « Fondamentalement, cette administration reste convaincue que le reste du monde a besoin des États-Unis, plus que les États-Unis n'ont besoin du reste du monde », explique cet ancien sous-secrétaire à la Défense de Ronald Reagan.

Jean Chrétien avait exprimé le souhait, il y a un an, que le sommet se concentre sur l'Afrique. L'idée a gagné du terrain après le

11 septembre, les pays riches considérant la lutte contre la pauvreté comme un moyen d'éliminer le terreau où prolifèrent les groupes terroristes.

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et les dirigeants de cinq pays d'Afrique, dont le président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki, participeront aux discussions. Mbeki cherche à promouvoir son « Nouveau Partenariat pour le développement africain », que certains considèrent comme un équivalent moderne du plan Marshall dont a bénéficié

une partie de l'Europe après le Seconde Guerre mondiale.

Le programme du G8 fournirait des milliards de dollars d'aide aux pays africains qui s'engagent à éliminer la corruption et à mettre en oeuvre des réformes en faveur de l'économie de marché.

Bush devra probablement faire face à des critiques pour des mesures unilatérales récentes : l'imposition de droits de douane sur l'acier importé aux États-Unis et la hausse des subventions à l'agriculture américaine.

**CORRECTION DE LA VUE AU LASER**

**EXPÉRIENCE et QUALITÉ**

Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **40 000 interventions au LASIK**. Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217. Informez vous sur la nouvelle technologie de correction de la vue sur mesure, Zyoptix.

**Aussi bas que 590\$/œil\***

**SPÉCIAL D'ÉTÉ**  
(Se termine le 31 Juillet 2002)

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.

\*Certaines conditions s'appliquent. Le prix peut varier selon votre prescription. Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

**Pierre Demers, MD** Ophthalmologiste 8 500 chirurgies  
**Avi Wallerstein, MD** Ophthalmologiste 17 000 chirurgies  
**Mark Cohen, MD** Ophthalmologiste 17 000 chirurgies

**LASIK M.D. MONTRÉAL**

**DES SOINS DE QUALITÉ À UN PRIX ABORDABLE**  
**(514) 845-1515**

Tour IBM, 1250 René-Lévesque O.

**Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls**

1-866-366-2020 • www.lasikmd.ca

**Empoisonnement alimentaire d'une trentaine de policiers à Kananaskis**

d'après AFP

CALGARY— Une trentaine de policiers affectés à la sécurité au sommet du G8 de Kananaskis sont tombés malades dimanche soir à la suite de ce que la police croit être un empoisonnement alimentaire, a fait savoir hier un porte-parole de la Gendarmerie royale du Canada. Trois d'entre eux ont dû être transportés à l'hôpital Foothills de Calgary, à

une centaine de kilomètres de là, pour y être traités, a précisé ce porte-parole, Mike Gaudet.

Au moins un a pu obtenir hier matin son congé de l'hôpital, a-t-il ajouté. « L'état de santé de tous les autres, les deux qui sont demeurés à l'hôpital et ceux traités au camp de Nakiska », voisin de Kananaskis, « s'améliore rapidement », a-t-il déclaré.

**LE 4 ÉTOILES DÉBORDANT D'ACTIVITÉS À PARTIR DE 64,50\$** Par personne, occ. double. Taxes en sus.

**MANOIR SAINT-SAUVEUR**  
HOTEL DE VILLÉGIATURE 4 SAISONS

1 800 361.0505  
www.manoir-saint-sauveur.com

Laissez-nous le plaisir de vous suggérer une multitude d'activités.

*On entend que ça!*  
**Mazda ci!**  
*Mazda-là!*  
*Mazda-ou?*

**MPV 2002**

**DUVAL**

**269\$\*/mois**

**MAZDA**  
À 5 minutes du pont tunnel

Facile de se vanter d'avoir les meilleurs prix et le meilleur service. Chez Duval Mazda, pas besoin de s'en vanter, puisque c'est la réalité! Choisir Duval Mazda, c'est choisir de transiger avec un concessionnaire qui a obtenu la plus haute note de satisfaction de la clientèle sur la Rive-Sud selon un sondage effectué par Mazda. Duval Mazda, une expérience différente.

**Pas de dépôt de sécurité**

**Aucun paiement avant septembre 2002 sur financement**

\* Location 48 mois, 2 900 \$ comptant, taxes, transport et préparation en sus; 1 095 \$, peinture métallique 105\$.

**1540, Ampère, Boucherville, autoroute 20, sortie 95, (450) 449-7929** *Votre voiture vous attend.* **www.duvalauto.com**

La vie est trop compliquée pour s'encombrer de papperasse.

Inscrivez-vous au service de  
**facturation électronique**  
et laissez vos factures sur le Net.



Moins de papier. Plus de commodité. Le service de facturation électronique de Bell vous permet de consulter votre compte Bell en ligne! Voici ce qu'il vous offre GRATUITEMENT:

- Vérifiez le solde de votre compte mensuel en temps réel.
- Profitez d'un service plus rapide que la poste — un courriel vous avise dès que vous avez accès à votre plus récente facture en ligne.
- Obtenez vos états de compte précédents sur une période de 12 mois.
- Bénéficiez d'une information à laquelle vous seul avez accès à l'aide d'un NIP et d'un mot de passe.
- Supprimez la facture papier — choisissez l'option Suppression de la facture.

Inscrivez-vous en ligne dès aujourd'hui à  
[www.bell.ca/compte](http://www.bell.ca/compte)

allez-y



Un tank israélien est posté près de la mosquée al-Amari dans le camp de réfugiés aux abords de Ramallah, en Cisjordanie.

Photo AFP

## Arafat de nouveau assiégé

Sharon annonce une « opération massive » contre le Hamas

HOSSAM EZZEDINE  
Agence France-Presse

RAMALLAH — L'armée israélienne a renforcé hier son emprise sur les villes palestiniennes de Cisjordanie, assiégeant de nouveau le dirigeant Yasser Arafat. Elle a aussi liquidé deux responsables du groupe radical islamiste Hamas et quatre autres Palestiniens dans un raid d'hélicoptère à Gaza.

Le premier ministre Ariel Sharon a annoncé son intention de lancer une « opération massive » contre ce mouvement responsable de plusieurs attentats suicide sanglants.

En soirée, la police israélienne a annoncé qu'une « catastrophe majeure » avait été évitée près de Jérusalem, après l'arrestation d'un Palestinien « dangereux » qui s'appropriait à perpétuer un attentat à la bombe. Trois « comparses » ont été appréhendés et tous quatre sont actuellement interrogés.

Au sixième jour de son offensive « Voie ferme » lancée après deux attentats suicide meurtriers à Jérusalem, l'armée occupait partiellement ou totalement hier six des huit grandes villes autonomes de Cisjordanie : Ramallah, Jénine, Kalkiliya,

Naplouse et Tulkarem (Nord), ainsi que Bethléem (Sud). Des dizaines de chars et véhicules blindés ont pénétré sans résistance à l'aube à Ramallah et ont remis en place le siège du quartier général d'Arafat, dont ils interdisent complètement les accès. Une quarantaine de Palestiniens, dont au moins 20 policiers, ont été arrêtés dans la ville.

Les troupes ont également procédé à des perquisitions dans les bureaux à Ramallah du chef de la Sécurité préventive en Cisjordanie, le colonel Jibril Rajoub, et appréhendé huit personnes.

En outre, un Palestinien a été tué près de Naplouse par des tirs de soldats israéliens, alors que quatre Palestiniens ont été blessés dans un camp de réfugiés proche de Jénine.

Arafat a dénoncé le nouveau siège de son QG. « Les troupes israéliennes ont pénétré à Ramallah, assiégé le QG de la présidence et imposé le couvre-feu, au moment où nos services de sécurité ont pris des mesures préventives à Gaza », a-t-il déclaré. Il faisait allusion aux arrestations par la police palestinienne de membres du Hamas et à l'assignation à résidence à l'aube du chef spirituel de ce mouvement, cheikh Ahmed Yassine, 66 ans.

La durée de la réoccupation des villes de Cisjordanie n'a pas été dévoilée, mais le secrétaire général du gouvernement israélien, Gideon Saar, a estimé que l'armée pourrait rester dans les territoires jusqu'à la fin de la construction d'une clôture de sécurité avec la Cisjordanie, entamée le 16 juin. La première partie de cette clôture devrait être achevée dans six mois.

Sharon, qui avait annoncé un durcissement de sa politique après les attentats de Jérusalem la semaine dernière, dont l'un a été revendiqué par le Hamas, a indiqué à des dirigeants de son parti, le Likoud, que l'armée préparait « une opération massive contre le Hamas dans la bande de Gaza ».

Le raid de Rafah constitue « un avant-goût » de cette opération, a-t-il dit, cité par le radio militaire. Il faisait allusion au raid d'hélicoptères de combat qui a coûté la vie dans la matinée à deux responsables de la branche armée du Hamas, Yasser Rizq et Amir Qoffa, ainsi qu'à quatre autres Palestiniens, qui voyageaient dans deux taxis visés par des missiles.

Selon le porte-parole de Sharon, Raanan Gissin, l'opération annoncée contre le Hamas ne serait pas limitée à la seule bande de Gaza, où sont basés les principaux dirigeants du mouvement.

## Les Américains sur le qui-vive à l'approche du 4 juillet

Associated Press

WASHINGTON — La diffusion au cours du week-end dernier d'une cassette du porte-parole d'Al-Qaeda brandissant la menace de nouveaux attentats ravive les peurs aux États-Unis, où la prudence est de mise à 10 jours de la fête nationale du 4 Juillet.

La télévision arabe Al-Jazira a diffusé dimanche un message du porte-parole du réseau, Souleiman Abou Ghaiith, affirmant qu'Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri d'Al-Qaeda, respectivement numéro un et deux du réseau, sont en vie et en bonne santé.

Al-Qaeda « étudie, observe et choisit de nouvelles cibles américaines, différentes des précédentes, et nous les frappe-rons bientôt », a-t-il promis.

Les membres du Congrès américain estiment qu'avec ou sans ben Laden, le réseau terroriste reste tout aussi dangereux.

« C'est un serpent capable de ramper, même décapité. Nous devons garder cela à l'esprit », a déclaré dimanche soir sur CNN Dick Arme, le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants. Il a demandé aux Américains d'être particulièrement prudents le 4 juillet, en raison de la portée symbolique de cette date : Independence Day pourrait être visé par un attentat.

Le sénateur de Floride Bob Graham, qui préside la commission de renseignements du Sénat, a jugé qu'il n'était « pas surprenant qu'un message affirme que ben Laden est encore en vie ». Il a indiqué sur Fox qu'Oussama ben Laden se trouvait probablement dans les régions tribales de l'ouest du Pakistan.

Mais quel que soit le sort de son chef, Al-Qaeda semble en train de se régénérer, a poursuivi le sénateur Graham, et même la cellule d'Hambourg (Allemagne) — qui aurait joué un rôle essentiel dans les

attentats du 11 septembre — a montré des signes de vie.

« Nous assistons à la reconstitution, inquiétante, d'Al-Qaeda, à leur volonté et capacité renouvelées de perpétuer de nouveaux attentats », a-t-il déclaré, ajoutant que le réseau semblait plus à même de frapper les Américains qu'il y a un ou deux mois.

« Ils peuvent nous frapper à tout moment », a renchéri le sénateur de l'Alabama Richard Shelby, membre républicain de la commission sénatoriale du renseignement.

Des responsables de l'administration Bush font état de nombreux éléments indiquant une recrudescence de l'activité d'Al-Qaeda, mais ils doutent que le réseau dispose encore de la structure de commandement pour planifier des actions depuis le sommet. Ils s'attendent à des attentats moins sophistiqués, mais plus fréquents.

## La Cour suprême des États-Unis annule une condamnation à mort jugée inconstitutionnelle

d'après AFP et AP

WASHINGTON — La Cour suprême des États-Unis a annulé hier une condamnation à la peine capitale parce qu'elle avait été prononcée par un juge et non par un jury populaire, ce qui pourrait sauver de l'exécution des centaines de condamnés à mort.

La Cour a effet qualifié d'inconstitutionnelle la condamnation à mort d'un prisonnier d'Arizona en invoquant le sixième amendement de la Constitution américaine, qui garantit « un procès rapide et public de l'accusé par un jury impartial dans l'État et le district où le crime aura été commis ».

Cette décision apparaît comme un nou-

veau recul de la peine capitale aux États-Unis — qui reste légale dans 38 États — après un autre arrêt de la Cour suprême la semaine dernière.

Dans neuf États, les jurés reconnaissent l'accusé innocent ou coupable. Il revient ensuite à un ou plusieurs juges de prononcer la peine en prenant en compte d'éventuels facteurs aggravants, tels que le caractère haineux d'un meurtre ou son motif financier.

La décision d'hier pourrait donc mettre en cause l'exécution de près de 800 condamnés dans les couloirs de la mort de ces neuf États — Floride, Arizona, Idaho, Colorado, Montana, Alabama, Indiana, Delaware et Nebraska —, selon le Centre d'information sur la peine de mort

(DPIC). Elle a été prononcée à une majorité de 7 juges contre 2, ce qui représente une alliance inhabituelle de juges conservateurs et libéraux.

Deux exécutions prévues pour le début de février dernier en Floride avaient déjà été suspendues parce que la juridiction suprême américaine avait accepté à la mi-janvier de se saisir du cas du condamné à mort d'Arizona, Timothy Ring, contestant la constitutionnalité de sa condamnation, prononcée par un juge et non par un jury.

« L'Arizona ne présente pas de raisons spécifiques pour enlever aux accusés passibles de la peine de mort les protections constitutionnelles accordées en général aux accusés », a écrit la juge Ruth Bader Ginsburg dans l'opinion de la majorité de la Cour suprême.

# Forum



Aujourd'hui, Sommet du G8 et manifestations vont de pair, en sera-t-il autrement du Sommet de Kananaskis, cette semaine ?

## Utiles, les sommets ?

Malgré leurs bilans inégaux, les Sommets du G8 contribuent néanmoins à réduire les antagonismes et à construire des solidarités



**PHILIPPE FAUCHER**  
L'auteur est professeur au département de science politique de l'Université de Montréal.

C'ÉTAIT À GÈNES en Italie, il y a près d'un an, Carlo Giuliani, un jeune italien de 23 ans, est mort et 430 personnes ont été blessées dans les affrontements d'une rare violence qui ont opposé les manifestants anti-mondialisation aux forces de l'ordre. Voilà des images associées à jamais aux rencontres du G8, ce directoire de la mondialisation, qui réunit depuis 28 ans maintenant, les chefs d'États et de gouvernements des grandes puissances, riches, capitalistes, occidentales et démocratiques.

C'est au tour du Canada de recevoir cette année. Comme il l'avait déjà fait en 1995 à Halifax, le premier ministre Chrétien, prêche pour un retour à la sobriété et à la simplicité. Après les embruns de la Méditerranée, les chefs d'États et de gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, de la Russie, de l'Allemagne, du Japon, et le président de l'Union Européenne se rencontreront dans les Rocheuses. Le Sommet se déroulera loin des manifestants, protégé par un périmètre défendu par des milliers de soldats, à Kananaskis en Alberta, les 26 et 27 juin prochains.

### De la Trilatérale au G8

Les années 70 ont été fort turbulentes. En août 1971 le président Nixon annonçait l'abandon unilatéral par les États-Unis du système de change fixe qui régulaient, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le système monétaire international. La première crise du pétrole de 1973, la défaite américaine au Vietnam en 1975, l'irruption de l'Inde dans le club nucléaire, autant de manifestations de changements dans la distribution du pouvoir et de la richesse à l'échelle de la planète, considérées comme autant de menaces par les pays de l'Ouest. La guerre froide divise le monde, les partis communistes gagnent du terrain en Europe de l'Ouest

(Espagne, Italie, Portugal), le nationalisme anti-impérialiste et protectionniste domine dans les pays en développement. En Afrique et en Amérique latine les militaires prennent le pouvoir et répriment sans discrimination les guérillas et les mouvements démocratiques. Minoritaires, les pays capitalistes et démocratiques se sentent menacés.

C'est dans ce contexte de crise politique et économique que suite à des consultations entre l'Europe (Allemagne, Angleterre et France), les États-Unis et le Japon — on parle alors de la Trilatérale — un Sommet des 5 est convoqué par le président français Giscard d'Estaing, à Rambouillet en novembre 1975. L'année suivante à la rencontre de Puerto Rico, le Canada et l'Italie sont invités, donnant ainsi naissance au G7. Représentée à Londres en 1991 par le président Gorbatchev, la Russie est officiellement admise comme membre à part entière au Sommet de Denver en 1997, le G7 devint alors le G8.

### L'agenda du jour

Trois thèmes ont été retenus pour le Sommet de Kananaskis : le renforcement de la croissance économique internationale, la lutte contre le terrorisme et l'annonce d'un nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

Créés pour traiter d'économie internationale, les Sommets du G8 se caractérisent aujourd'hui par la grande diversité des thèmes discutés. L'agenda officiel est d'ailleurs régulièrement bousculé par les crises politiques. Cette année encore les situations au Proche-Orient, en Afghanistan et au Cachemire seront certainement abordées au cours des discussions.

Les Sommets du G8 n'est que la pointe la plus visible ce qui est devenu au fil des ans un processus permanent de concertation internationale.

La reconnaissance des multiples formes d'interdépendances entre pays souverains, la prise de conscience de la vulnérabilité tant au plan de la sécurité qu'à celui de la stabi-

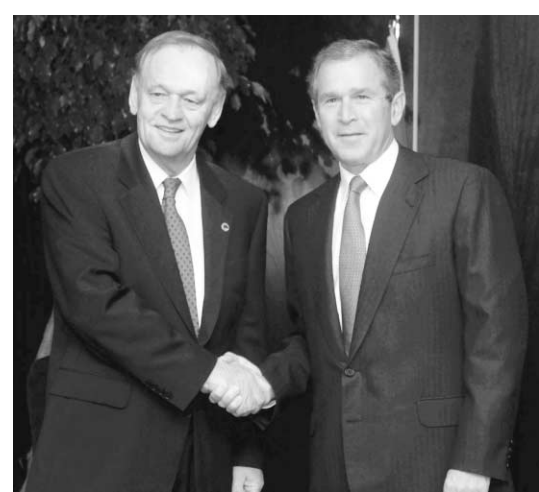
lité des marchés et l'importance reconnue de la nécessité d'expressions tangibles de solidarité envers les populations des pays les plus pauvres ont amené à une multiplication des initiatives de concertation. À cela s'ajoute les craintes que suscite la mondialisation, auxquelles les leaders du G8 répliquent en réaffirmant l'importance d'une concertation accrue entre dirigeants élus accompagnée d'un débat public et ouvert avec la société civile.

La rencontre annuelle des chefs d'États marque donc le point fort d'un cycle de rencontres préparatoires de groupes de travail réunissant des hauts fonctionnaires, suivies de réunions des ministres sectoriels. Cette année des conférences ministérielles ont porté sur la non-prolifération, l'environnement, l'énergie, le travail et la justice. Il faut enfin tenir compte des multiples rencontres de concertation avec les organisations non-gouvernementales locales et internationales.

Cependant, on peut affirmer avec réalisme que c'est la guerre au terrorisme, thème central de la politique étrangère des États-Unis, qui dominera les débats. Tous les communiqués des rencontres préparatoires l'affirment, la sécurité, la lutte aux réseaux clandestins et à leurs alliés est prioritaire. Ce constat s'applique également en ce qui concerne le développement de l'Afrique. (...)

### Un bilan contesté

La presse internationale a toujours contesté l'utilité des Sommets. Invariablement les communiqués qui clôturent les sommets ne compromettent pas vraiment les signataires. Les prises de position en faveur de la paix, de la stabilité monétaire, de la libéralisation du commerce, pour la défense de la qualité de l'environnement, pour la répression du trafic des drogues, etc., sont soit des répertoires d'intentions qui n'entraînent pas d'actions immédiates, ou prennent acte de décisions prises dans d'autres forums.



Le premier ministre Jean Chrétien, et le président, George W. Bush, seront tous les deux du prochain sommet du G8.

En revanche, il faut reconnaître qu'il fait peu de sens pour les dirigeants des grandes puissances de participer à une réunion, d'investir le temps et les ressources de leur gouvernement, de mettre en jeu leur réputation personnelle en prenant des engagements qu'ils n'ont pas l'intention de respecter.

Il faut le rappeler, le G8 n'est pas une instance de décision. Au-delà des bonnes intentions, c'est à l'occasion de ces réunions et surtout pendant leur préparation que s'énoncent les politiques qui seront ratifiées par les institutions internationales. Les dirigeants politiques sont de plus en plus sensibles au ressac anti-mondialisation exprimé par une large part de l'électorat. C'est pourquoi après la sécurité, et la croissance, il faut aussi répondre aux défis dans les domaines de la santé, de la pauvreté, de l'environnement, de l'énergie, des matières premières, de l'eau... autant de sujets à propos desquels une concertation internationale est indispensable. Malgré leur faiblesse institutionnelle et leurs bilans inégaux, les Sommets du G8 contribuent néanmoins à réduire les antagonismes et à construire des solidarités.

## Peu de chance que l'Afrique y gagne vraiment

Un silence assourdissant entoure toujours la question de la dette africaine

### FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

L'auteure est responsable de l'information pour l'ONG Alternatives.

TOUT LE MONDE en convient, le continent africain est en crise. Les politiques mises en place ces dernières années, particulièrement par le FMI et la Banque mondiale, ont eu des effets négatifs. Ces politiques, plus ou moins dictées par Washington, ont aussi été sévèrement critiquées par certains ex-responsables de ces institutions, comme Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale. Selon lui, la politique économique internationale de la plus grande puissance démocratique (les États-Unis) n'est pas démocratique.

Qu'en est-il du NEPAD ? Pour les organismes de défense des droits de la société civile africaine, ce « nouveau » projet sent le réchauffé. Pour Moussa Tchangari, directeur du journal *Alternative*, au Niger, « les chefs d'État africains tentent de s'approprier le thème mobilisateur du panafricanisme pour légitimer une formule d'intégration politique et économique qui ne laisse aucune place aux problèmes immenses qu'affrontent leurs concitoyens. » Ainsi, lorsque l'on décortique

le document du NEPAD, on s'aperçoit bien qu'il n'y a nulle intention de rompre avec les politiques antérieures. Pour les artisans du NEPAD, le développement durable de l'Afrique passe par une simple formule magique : l'intégration du continent à la mondialisation.

Dans le NEPAD la priorité demeure le développement des infrastructures, car affirme le document : « Améliorer les infrastructures, y compris le coût et la fiabilité des services, serait dans l'intérêt de l'Afrique comme de la communauté internationale, qui pourrait obtenir des biens et services africains à meilleur marché. » Subtile. Mais en ce qui concerne la pauvreté, le sida... pas grand chose.

### Une dette de 231 milliards

Un silence assourdissant entoure la question de la dette africaine. Le NEPAD ne mentionne pratiquement pas les impacts de celle-ci sur les économies africaines. Cette dette s'élève aujourd'hui à 231 milliards de dollars

(en 1990 elle était de 176,9 milliards). Seulement pour rembourser les intérêts, on parle de 4,4 milliards de dollars annuellement. Au bout de la ligne, le montant de la dette initiale a déjà été payé quatre fois depuis le temps.

Concrètement, si on prend l'exemple du Mozambique, ce pays paie 107 millions de dollars chaque année en service de la dette. Ce qui représente 6,60 dollars par jour par habitant, contre deux dollars pour l'éducation et quatre dollars pour la santé. Selon Joseph Hanlon, de la campagne du Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette, le Mozambique a plus de chance de se qualifier pour la Coupe du monde de football que de réussir à payer ses dettes.

Les sommes que l'Afrique paie au Nord au titre du service de la dette sont aujourd'hui plus importantes que la totalité de l'aide au développement que lui octroie le Nord. Depuis 1983, ce n'est plus l'Occident qui finance l'Afrique, mais l'inverse. Sans compter que les budgets nationaux de l'Europe et de

« Il faut le rappeler, le G8 n'est pas une instance de décision. »

Depuis 1983, ce n'est plus l'Occident qui finance l'Afrique, mais l'inverse.

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Le pouvoir aux citoyens!



ANDRÉ PRATTE  
apratte@lapresse.ca

Les Québécois, on le dit et le répète, en ont marre des politiciens et de la politique. Mais peuvent-ils faire autre chose que boudier et bougonner ?

Voici que se présente une occasion d'agir, de changer le système politique pour qu'il corresponde à leurs attentes. Les Québécois doivent la saisir.

Il s'agit de la consultation lancée la semaine dernière par le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, Jean-Pierre Charbonneau. Cette consultation, qui doit mener aux « états généraux de la gouvernance démocratique », permettra aux électeurs de faire valoir leurs vœux sur une grande variété de sujets, allant des principes mêmes du système politique (parlementaire britannique ou présidentiel) au mode de scrutin (majoritaire ou proportionnel), en passant par le pouvoir des régions.

Lorsque M. Charbonneau avait d'abord évoqué ce projet, nous avions exprimé de fortes réserves, estimant qu'il embrassait beaucoup trop large et que son action risquait de détourner l'attention du gouvernement de problèmes plus importants. Ces craintes restent présentes, et sont accentuées par le moment choisi pour lancer ce débat : en fin de mandat, alors que la partisanerie est nécessairement exacerbée.

Ceci dit, le ministre a bien fait ses devoirs. Plutôt que de lancer le gouvernement dans des réformes précipitées et à la pièce, il a choisi non seulement de lancer un vaste débat public, mais d'en favoriser la cohérence en publiant un document (« Le pouvoir aux citoyens et aux citoyennes ») dont la qualité pédagogique doit être notée (on trouvera copie au [www.mce.gouv.qc.ca](http://www.mce.gouv.qc.ca)).

Notre scepticisme tient aussi de la conviction que la réforme des institutions, même si elle était radicale, ne viendrait pas à bout des faiblesses de fond du système, qui relèvent plus de la culture politique (la prépondérance de la langue de bois, par exemple) que des structures. Ceci dit, la consultation est lancée, et les citoyens ont le de-

voir d'y participer, massivement et intelligemment.

■ ■ ■  
À prime abord, nous ne sommes pas favorables à des bouleversements structurels qui accaparaient la machine gouvernementale pendant des années, sans produire de résultats probants. Ainsi de l'éventuel passage à un régime présidentiel. Rien n'indique que la démocratie est plus vibrante dans les pays où un tel système est en place.

L'introduction d'un élément de proportionnalité dans le mode de scrutin est sans doute devenu inévitable, de crainte que les effets pervers du système actuel ne minent définitivement sa crédibilité. Si des élections générales avaient lieu demain, les Québécois pourraient se retrouver avec un gouvernement majoritaire adéquat, et un Parti québécois rayé de la carte. Or, cela ne correspond sans doute pas aux attentes des citoyens. Par contre, un scrutin proportionnel aboutirait à la formation d'un gouvernement minoritaire. Est-ce que veulent les Québécois ? On voit que les mesures envisagées par M. Charbonneau auraient des effets très concrets, auxquels il faut prendre le temps de réfléchir.

La tenue des élections à date fixe, à tous les quatre ans, serait un changement simple et heureux. Cette mesure mettrait un terme aux jeux stratégiques qui, quel que soit le parti au pouvoir, nuisent à la qualité de la gouvernance et de la démocratie.

■ ■ ■  
Le gouvernement prévoit la tenue des états généraux au début de 2003, puis la formulation de propositions qui seraient soumises à la population à l'occasion des prochaines élections générales. L'exercice sera donc, d'une façon ou d'une autre, soumis au calendrier électoral. Si des élections surviennent dès l'automne, ce qui s'impose selon nous, le prochain gouvernement devra poursuivre la démarche amorcée par Jean-Pierre Charbonneau.

La montée de l'Action démocratique satisfera peut-être quelque temps le goût de changement des Québécois. Mais cet appétit est plus profond, portant notamment sur l'état de la démocratie elle-même. Les partis politiques doivent se décider à y répondre.

Quant aux électeurs, ils doivent transformer le goût du changement en volonté. M. Charbonneau offre le « pouvoir aux citoyens ». C'est à eux de le prendre.

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### Une arnaque ?

DEPUIS UN mois, Bell Canada impose des frais de 4,95 \$ pour le service Simplitel, que je n'ai pas demandé. Lorsque je téléphone chez Bell Canada pour les informer que je n'ai jamais demandé ce service et que je n'en veux pas, la préposée me répond qu'elle va l'enlever pour les mois à venir, mais qu'il n'y a rien à faire pour le montant de 4,95 \$ déjà facturé. On a l'impression de se faire arnaquer. Je trouve cela inadmissible de la part d'une grande compagnie d'agir ainsi. Que fait l'Office de protection du consommateur ? C'est le client qui doit se battre et s'engueuler pour faire corriger une illégalité !

B. RICHARD

### Le pouvoir pour le pouvoir

DOIT-ON être surpris de voir un parti politique, rempli à capacité d'opportunistes sans véritable vision, être boudé par les électeurs ? Le Parti libéral du Québec donne trop souvent l'impression d'être le parti des promoteurs de tout acabit. Les deux exemples les plus flagrants de ce « type » de politicien sont justement Jean Charest et son lieutenant M. Fournier. Ils ne m'inspirent pas confiance et je voterais pour un PQ usé ou un ADQ encore ado plutôt que pour un parti qui n'a pour programme que de vouloir le pouvoir pour le pouvoir.

SERGE GRENIER

### Mauvais entretien

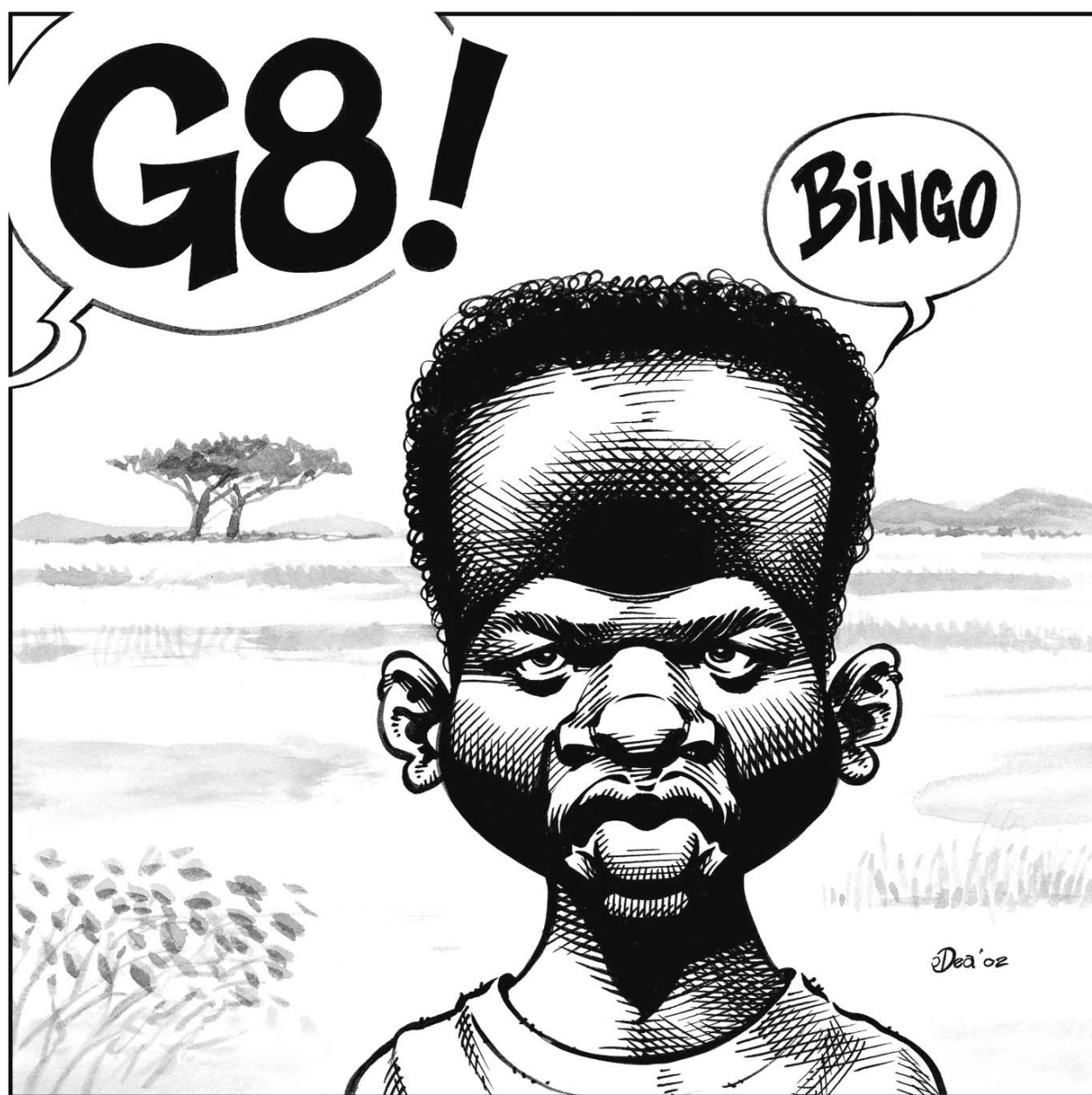
Monsieur Tremblay,

AUJOURD'HUI, vers 16 heures, j'ai quitté les HEC — que vous connaissez bien — pour aller continuer mon travail chez-moi. C'est un avantage des travailleurs précaires. Content de ma journée, j'ai décidé de me gâter en passant acheter des glaces au Bilboquet et du pain et une quiche chez Première Moisson, les deux commerces, situés rue Bernard, dans la très sophistiquée ancienne ville d'Outremont.

Toute à mon plaisir de savourer une merveilleuse glace à la framboise, je cheminai, heureuse et relaxe, en direction de Première Moisson, quand — Horreur ! Je ne l'avais pas vue ! — je me suis tournée le pied sur une ligne de trottoir qui s'était effondrée. Et j'ai pris une de ces fouilles ! Adieu glace à la framboise ! Adieu élégance et classe !

Deux bons Samaritains m'ont aidée à me relever, et je les en remercie. Il me reste maintenant à me frictionner, à prendre un bain chaud, et à tenter de dénouer ce torticollis. J'ai le poignet éraflé, mais je n'en mourrai pas. Monsieur le maire de la Nouvelle Grande Ville de Montréal, l'entretien des rues et des trottoirs de Montréal, c'est pour quel sommet, au juste ?

FRANCINE RICHER  
Laval



Patrick Dea, collaboration spéciale

Droits réservés

## DIALOGUE

# Plate, la politique ?

### Tutelle du PLC

M. Pratte,

JE DÉSIRES répondre à votre éditorial « La colère », publié le 18 juin, que j'ai lu avec grand intérêt. Vous n'y êtes pas allé avec le dos de la cuillère. Personnellement, ce qui m'inquiète le plus dans tout ça, c'est l'attitude des Québécois envers les vieux partis politiques. On dirait qu'ils se vengent de je ne sais trop quoi par plaisir de se venger.

Pouvons-nous sérieusement envisager que Mario Dumont dirige le Québec dans quelques mois ? Il vient à peine de terminer sa crise d'adolescence. Comment un jeune homme de 32 ans peut-il aspirer à diriger une province comme le Québec dans quelques mois ? Il manque trop de profondeur à cet homme et d'expérience de la vie pour qu'on lui confie présentement le mandat de gouverner le Québec. (...)

J'ai comme l'impression que l'on agit comme des poules sans tête et que la mode est au changement pour le changement. J'ai l'impression que l'atterrissage risque d'être très douloureux pour nous tous si on lui confie actuellement les rennes du pouvoir.

JEAN-DENIS FOURNEL  
Longueuil

### Un électeur décidé

VIVE LE sang nouveau ! Vive les jeunes ! Dehors les vieux partis !

F. BOUTIN

### Continuez à piocher !

M. Pratte,  
JE RÉAGIS à votre éditorial intitulé « Le mal libéral », publié le 19 juin.

Vous êtes dur, ce matin ! Continuez à piocher ! J'ose espérer que Jean Charest et les instances du Parti libéral vont se réveiller et revenir à un programme clair et réaliste.

MICHEL GUITÉ  
Boisbriand

BIEN AVANT Jean Lesage, sous Duplessis, le Parti libéral du Québec n'était qu'une succursale du Parti libéral du Canada. Avec Jean Lesage, il a commencé à se construire une âme plus québécoise, plus proche de ses vraies racines comme l'avait été l'Union nationale. Lorsqu'à la fin des années 60, après la modernisation de l'État du Québec, René Lévesque a proposé à ce parti d'aboutir à la logique naturelle de la souveraineté, le Parti libéral par son refus est retourné sous la tutelle du PLC.

Sans vouloir faire de jeux de mots, le Parti libéral du Québec est devenu le Parti québécois, en 1969, et l'ADQ, en 1992, un autre dérivé. Le PLQ et le PLC sont dirigés par les mêmes décideurs et les mêmes intérêts, et ils ne sont pas à Québec. Landry et Dumont sont des chefs québécois, Charest est un délégué canadien mandaté pour protéger l'usufruit canadien. (...)

ANDRÉ CARON  
Québec

### Regain d'intérêt pour la politique

Chers lecteurs,

Merci de nous écrire. Quoi qu'il arrive dans les prochains mois, la brusque montée de l'Action démocratique aura eu au moins un effet positif, qui saute aux yeux : un tout aussi spectaculaire regain d'intérêt pour la politique. Nous l'avons constaté par le grand nombre de lettres que nous avons reçues dès lundi soir dernier.

Les gens s'intéressent à la politique lorsqu'ils ont l'impression d'y avoir une influence, d'être vraiment des citoyens. C'est ce qui semble se passer depuis quelques semaines. C'est très sain. Cela s'appelle la démocratie.

Concernant la dernière lettre, cependant, on me permettra d'exprimer une forte réserve. On peut être en désaccord fondamental avec M. Charest. Mais on n'a pas le droit, comme on le fait trop souvent, de contester son appartenance au Québec. Jean Charest EST un chef québécois, exactement au même titre que MM. Landry et Dumont.

André Pratte

# Une corde sensible

Monsieur Roy,

Félicitations pour ce superbe éditorial (*Ode à la classe moyenne*, jeudi 20 juin) avec lequel une vaste majorité de vos lecteurs vont pleinement s'identifier. Je le conserve afin de le relire régulièrement et continuer d'y puiser une détermination à faire valoir ce point de vue auprès des élus.

RENÉ MIGLIERINA

### La paix !

Monsieur Roy,

MERCI POUR votre éditorial. J'avais honte d'être d'accord avec la déclaration de M. Facal. Vous m'avez déculpabilisé. Oui je tiens à ce que notre société s'occupe des plus faibles, mais je veux aussi qu'elle tienne compte des besoins de la classe moyenne.

Je ne sais pas si cela faisait partie du message envoyé aux politiciens par les électeurs quand ils ont voté pour l'ADQ mais je crois aussi que la population en a marre des querelles stériles liées à la souveraineté du Québec. Je ne sais plus pourquoi nous devrions

nous séparer. Que les penseurs du Parti québécois retournent à leurs ateliers pour redéfinir un projet qui fait du sens, si c'est possible. D'ici là, qu'on nous laisse la paix avec la constitution et qu'on gouverne !

MICHEL BEAUPRÉ

### Une vache un peu bête...

Monsieur Roy,

« EST-CE une raison, lorsqu'elle émet un faible gémissement (la classe moyenne), pour la sommer immédiatement de se taire ? », écrivez-vous. Si le gémissement vise à se servir d'une classe moins aisée comme d'un tapis pour s'essuyer les pieds... OUI ! La classe moyenne est peut-être une vache à lait mais elle n'en est pas intelligente pour autant !

En passant, selon mon revenu, j'en fais partie. Donc, ne m'accusez pas de jalousie, mais plutôt d'honnêteté...

SÉBASTIEN SOURDIF

### Pas de danger

Messieurs,

VOS ENVOIS reflètent, dans l'ensemble, la teneur des nombreuses réactions reçues au sujet de cet éditorial qui, apparemment, a fait vibrer une corde sensible chez un certain nombre de nos lecteurs. Plusieurs de ceux-ci, comme monsieur Sourdif, ont manifesté de l'inquiétude au sujet d'une supposée volonté de la classe moyenne de consolider sa relative prospérité en se désolidarisant des moins nantis.

Sincèrement, je ne crois pas qu'il s'agisse d'un réel danger. La classe moyenne telle que je la perçois demeure solidaire des plus pauvres. Elle souhaite certainement de tout cœur qu'ils ne soient pas abandonnés. Mais elle espère qu'ils ne soient pas non plus enfoncés dans une culture de la misère dont on les empêcherait de s'extraire en leur refusant les moyens et les incitations nécessaires pour accéder à l'autonomie et à la dignité.

Comme les élections partielles du 17 juin l'ont démontré, le bon peuple est beaucoup plus amer envers les élites et les pouvoirs institutionnels repus et immobiles...

Mario Roy

## Forum

## Le logement en crise

La course à la montre du 1<sup>er</sup> juillet est une tradition à changer pour stabiliser le secteur de la construction



LUC BOURGOÏN  
L'auteur est économiste à l'Association de la construction du Québec.

COMME TOUS les ans, le retour du printemps fait renaître dans tout le Québec un quasi-chaos dans l'activité de construction de logements neufs. En quelques semaines, les carnets de commandes se chargent à outrance et les échéanciers se resserrent. En effet, il faut livrer avant le 1<sup>er</sup> juillet, journée nationale du déménagement. Cette situation n'est pas sans préoccuper La Garantie Qualité-Habitation, filiale de l'Association de la construction du Québec (ACQ).

À première vue, on pourrait croire que cette concentration d'activités entraîne des effets économiques favorables. Cependant, cette course à la montre comporte un bon lot d'irritants.

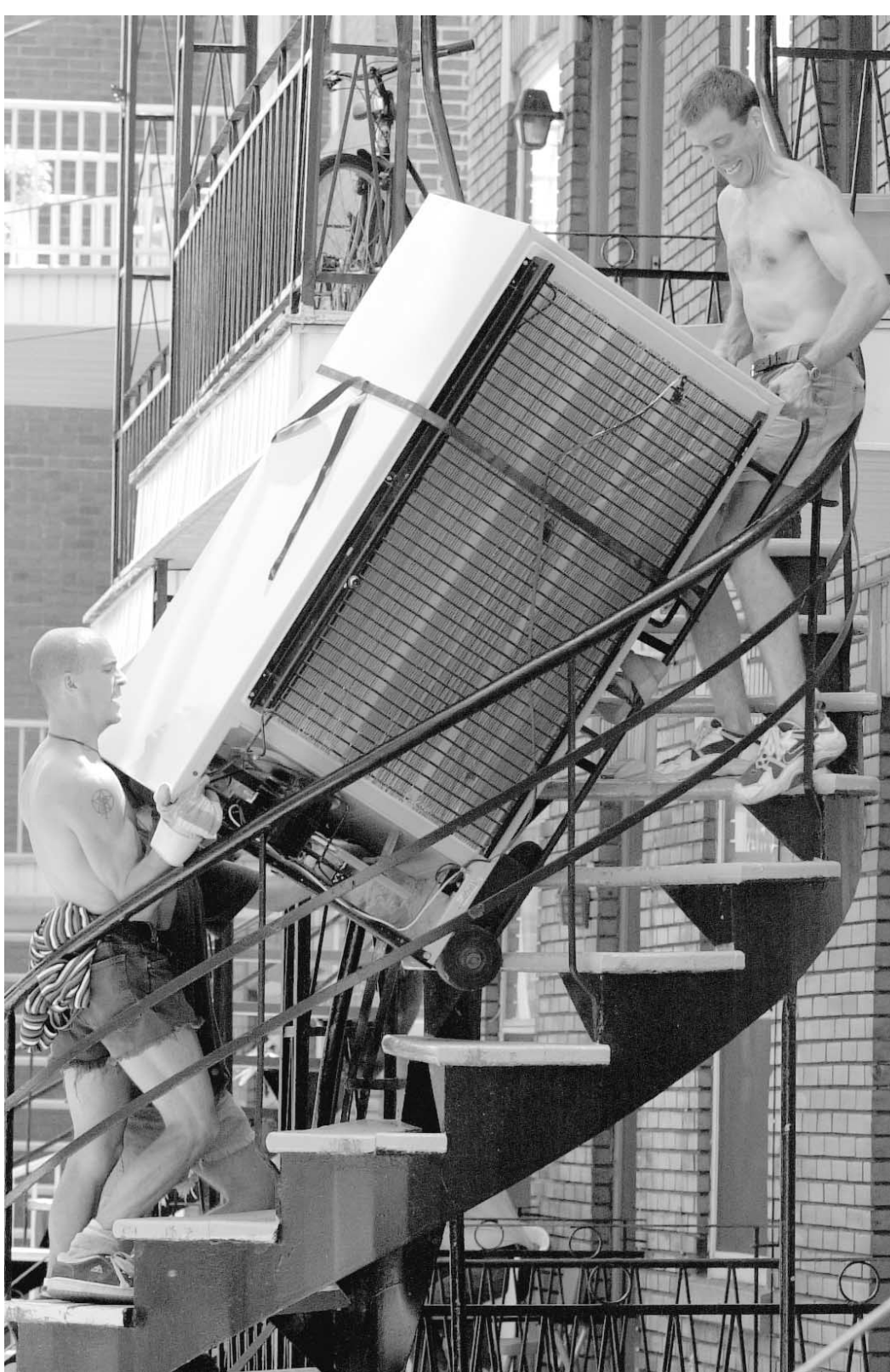
On connaît bien que les fluctuations économiques et les contraintes saisonnières peuvent accentuer la demande de travail dans la construction. Mais, dans le secteur résidentiel, on s'est bien adapté aux contraintes saisonnières et les travaux peuvent généralement s'exécuter à longueur d'année. On doit donc chercher d'autres raisons pour expliquer l'engouement accru pour la livraison de logements neufs dans les six premiers mois de l'année.

L'explication se trouve plutôt du côté des traditions. Depuis plusieurs décennies, les Québécois se démarquent clairement des autres sociétés en concentrant leurs activités de déménagement au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Notre festival annuel de déménagement est unique au monde. Durant quelques jours, les rues sont agitées d'une frénésie incomparable, avec la présence nettement accrue d'un plus grand nombre de camions qui viennent obstruer les rues. Et ne remarque-t-on pas qu'autour de cette date, les coûts de déménagement s'élevaient nettement plus que durant le reste de l'année.

Avec un taux d'inoccupation d'environ 0,6 % dans la région de Montréal, on s'explique difficilement qu'environ 20 % des ménages vont changer de logement au 1<sup>er</sup> juillet encore cette année. Il semble que cette tradition remonte à l'après-guerre, une période où sévissait aussi une grave pénurie de logements. Les locataires d'alors n'avaient aucun recours contre leurs propriétaires qui pouvaient les évincer n'importe quand, même pendant les plus rigoureux froids de l'hiver. L'Église catholique, opposée à cette pratique, a exercé des pressions pour interdire les déménagements avant le mois de mai. Plus tard, cette date a été déplacée au 1<sup>er</sup> juillet pour éviter de perturber l'année scolaire des enfants.

#### Livraison demandée avant le 1<sup>er</sup> juillet

Pour de nombreux acheteurs, l'achat d'une maison neuve devient très souvent conditionnelle à sa livraison avant le 1<sup>er</sup> juillet. Dans cette perspective, les entrepreneurs sont confrontés à des échéanciers serrés, presque sans marges de manœuvre. Le manque de stabilité annuelle des emplois de la construction nuit au développement du sentiment d'appartenance des salariés à l'égard de leurs entreprises. L'intense demande de travailleurs des métiers de la construction résidentielle concentrée dans une très courte période de temps alimente les problèmes de pénurie de main-d'oeuvre.



Il serait souhaitable que les propriétaires offrent plus de flexibilité dans le choix des dates de disponibilité des logements. La loi n'exige d'aucune façon qu'un bail se termine le 30 juin, souligne l'auteur.

Cette année, la situation est encore plus contraignante. Le haut niveau d'emploi, les taux d'intérêt avantageux et la confiance du consommateur produisent une remarquable reprise de l'activité dans le secteur résidentiel. Conséquence à tout cela : les coûts sont à la hausse. (...)

#### Il faut changer nos habitudes

Contraignante pour la construction, la pratique en vigueur l'est tout autant pour ses industries connexes et pour l'économie en général. Le pire demeure qu'on ne peut tenir responsable de ces irritants aucun des intervenants associés à ce phénomène. On se retrouve plutôt face à un besoin de prise de conscience de la part des ménages et d'une remise en question d'habitudes et de traditions ancrées dans les moeurs québécoises. Il faut oser changer notre façon de

faire quand nous relocalisons nos logements puisque celle-ci n'apporte en pratique que très peu d'avantages.

Aussi, il serait souhaitable que les propriétaires offrent plus de flexibilité dans le choix des dates de disponibilité des logements. La loi n'exige d'aucune façon qu'un bail se termine le 30 juin. La croyance qu'un bail doit absolument s'échelonner durant cette période précise constitue un mythe très largement répandu. Il n'existe aucune règle qui oblige les ménages à déménager le 1<sup>er</sup> juillet. Il est maintenant possible pour un locataire de quitter son logement avant le terme de son bail. Avec le faible taux d'inoccupation qui prévaut actuellement, le moment est idéal pour initier un tel changement.

## Cela n'en vaut vraiment pas la peine

LES DISCUSSIONS actuelles sur la crise du logement me font bien sourire. Personne ne prend la peine d'analyser pourquoi cela arrive et pourquoi il n'y a plus de construction de logements depuis des années. C'est tout simplement une question de coûts et d'écoeurtement des propriétaires.

Dans le but de construire un patrimoine pour ma retraite dans 20 ans, j'ai acheté l'an dernier un grand 8 logements construit en 89. À l'époque, cet immeuble a coûté près de 400 000 \$ à construire. Le même immeuble dans le même secteur coûterait au moins 550 000 \$ aujourd'hui. Avec des loyers rapportant en moyenne 600 \$ par mois, et même aux taux hypothécaires ac-

tuels, il faudrait (si je voulais faire construire un immeuble semblable) que je paie de ma poche pour loger mes locataires.

Vous allez me dire que je n'aurais qu'à louer mes logements 1000 \$ et plus par mois. Et bien non, il faut respecter la moyenne du prix des logements situés aux alentours, et cela, même avec un taux de vacances très bas, sinon ceux-ci ne se loueront tout simplement pas.

Les propriétaires d'immeubles locatifs au Québec sont pour la plupart de petits propriétaires comme moi et nous prenons de grands risques. La Régie du logement contrôle les prix des logements en plus de prendre parti pour les locataires la plupart

du temps, en plus d'avoir des délais inacceptables de plusieurs mois (3 à 4 mois pour non-paiement du loyer et plus de 10 mois pour les autres causes).

Les lois en vigueur permettent aux locataires qui brisent les logements et/ou qui ne payent pas leur loyer de pouvoir le faire en toute tranquillité pendant des mois sans que les propriétaires ne puissent rien faire pour que cela cesse rapidement et légalement. Si le propriétaire gagne sa cause, il doit faire exécuter à ses frais le jugement et s'arranger lui-même pour recouvrer les sommes perdues... qui le seront à jamais la plupart du temps (imaginez poursuivre les gens sur le BS...).

#### Dans les REER

Ce qui est désolant, c'est que des locataires ont souvent la mauvaise habitude de faire passer le paiement du loyer APRÈS leurs bières, cigarettes, autos, loisirs, etc., en pensant que leurs propriétaires sont millionnaires et qu'ils peuvent se passer de leur loyer. Si je l'étais (millionnaire), je n'aurais sûrement pas acheté un bloc avec tous les problèmes potentiels qui viennent avec. Ne soyez donc pas surpris que les propriétaires prennent le temps de choisir pendant qu'ils le peuvent car, après qu'un bail est signé, le locataire a tous les droits mais très peu de responsabilités.

Cela est ma première expérience dans les immeubles à revenus et ma dernière. Le risque, les soucis, les travaux continuels et, surtout, les relations avec certains locataires qui ne font qu'à leur tête et qui ne respectent rien font que j'ai déjà mis cet immeuble à vendre. Cela n'en vaut vraiment pas la peine. Je vais plutôt continuer à placer mon argent dans les REER !

BRUNO TREMBLAY

## LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



## Mario et sa formule magique

Comment courtiser les électeurs souverainistes sans s'aliéner les autres ? La formule est simple, il suffisait d'y penser.

Mario Dumont ne parle pas de souveraineté. Mais il ne parle jamais contre la souveraineté. C'est le détail important : on ne peut l'accuser d'être antisouverainiste, encore moins le soupçonner d'avoir vendu son âme au Canada anglais.

Mario Dumont, et les adéquistes derrière lui, n'abordent tout simplement pas le sujet, et s'organisent systématiquement pour éviter les questions : ce n'est pas la priorité, ce serait trop divisif, on respecte le résultat de 1995, etc.

Cela correspond parfaitement bien à l'état d'esprit général de la mouvance nationalo-souverainiste. On ne veut pas de la souveraineté, mais on ne veut pas parler contre — encore moins voter contre. D'où, comme l'ont montré tous les sondages depuis des années, ce refus des référendums. (Les deux référendums sur la souveraineté ont été imposés à la population. Si on l'avait consultée sur l'opportunité de la... consulter là-dessus, la majorité aurait répondu non.)

En somme, l'ADQ a trouvé la recette magique qui permet aux Québécois de sauver la face. On évacue la question, sans par ailleurs s'en débarrasser formellement. On ne parle pas contre. On n'en parle plus, c'est tout. La souveraineté n'est pas jetée à la déchet — cela apparaîtrait comme une démission face au Canada anglais —, mais elle n'est pas non plus, comme au PQ où l'on en rêve toujours, mise en attente sur le réchaud du poêle à bois. Avec l'ADQ, la souveraineté est reléguée aux limbes. L'idée n'a pas été tuée, elle s'est tout simplement volatilisée.

C'est une stratégie qui n'était pas à la portée des libéraux de Jean Charest. Ce dernier est entré en politique provinciale précisément pour combattre le mouvement souverainiste. Il s'est ensuite trouvé enfermé dans la logique de l'opposition.

Il n'y a pas grand-chose que le PLQ puisse faire pour sortir de l'équation. Il serait impensable qu'il décide tout à coup de se mettre au neutre sur cette question-là. (D'ailleurs, même le prince de l'ambivalence qu'était Robert Bourassa revenait toujours à ses convictions fédéralistes quand les circonstances le forçaient à choisir, comme lors du congrès où son aîné jeunesse avait forcé l'adoption d'un rapport Allaire quasi souverainiste.)

Le PQ non plus ne peut sortir de l'équation sous peine de se suicider. D'où le triomphe de Mario Dumont, qui, tout en laissant planer une ambiguïté de bon aloi, a rejeté la souveraineté aux calendes grecques — avec beaucoup d'égards, cependant, et en prenant bien soin de ne jamais prendre position contre l'idée.

Si toutefois l'on s'attarde au programme de l'ADQ sur la question nationale, on voit bien l'illogisme foncier de sa position. Fidèle au rapport Allaire, l'ADQ promet toujours d'aller récupérer les 22 compétences actuellement partagées avec le fédéral... tout en promettant un moratoire indéfini sur tout référendum sur la souveraineté — autrement dit, en se privant à l'avance des moyens de réaliser son objectif !

Comment l'ADQ s'imagine-t-elle pouvoir forcer un pareil transfert de pouvoir sans arme de négociation ? Don Quichotte du 21<sup>e</sup> siècle, Mario Dumont s'en ira-t-il en guerre après avoir désarmé ses troupes...

Mais ce n'est là que l'un des nombreux illogismes du programme adéquistes. Ainsi, un gouvernement adéquistes permettrait une flopée de référendums d'initiative populaire sur n'importe quel sujet... sauf la souveraineté !

Il suffirait qu'un groupe de pression quelconque recueille le nombre requis de signatures pour que l'on se voie infliger des référendums sur le virage à droite, la couleur de la margarine, l'avortement ou l'affichage bilingue... bref, sur n'importe quoi sauf la question nationale !

Exception faite des questions d'ordre socioéconomique, l'ADQ est l'ennemi des idées claires. On ne sait trop s'il s'agit, de la part des « penseurs » du parti, d'un manque de rigueur intellectuelle ou d'une stratégie bien calculée, mais le résultat est le même, et la technique, toujours pareille.

Exemple, les fusions municipales. Dans son programme officiel, l'ADQ se prononce contre les fusions forcées parce que cela irait contre « les valeurs démocratiques » dont le parti se croit le champion. Fort bien. La position a au moins le mérite d'être logique.

Mais, comme toujours avec l'ADQ, on retombe ensuite très vite dans l'illogisme et l'approximation intellectuelle. Il s'avère en effet que le parti est contre les fusions forcées au Saguenay, mais favorable aux fusions forcées à Montréal ! Alors quoi ? Les beaux principes démocratiques, valables à Jonquière, ne le sont plus à Pointe-Claire ?

Ne cherchons pas les raisons de ce raisonnement bancal. L'ADQ courtise l'électorat du Saguenay, mais a fait une croix sur l'ancienne banlieue ouest de Montréal, où se concentre l'opposition aux fusions... Ici, l'on ne parle plus d'ambiguïté mais carrément de duplicité. Hélas ! quel que soit le nom qu'on lui donne, force est de constater que la tactique a été jusqu'ici fort rentable électoralement pour l'ADQ.

## Le vrai problème : la Régie du logement

C'EST DE LA folie. Il n'y a qu'au Québec qu'on pense que la réponse à une « crise du logement » passe par une augmentation d'unités de logements sociaux.

Selon moi, le vrai problème est que la Régie du logement exige que les propriétaires et les locataires signent un contrat, en vigueur pour 365 jours et débutant nécessairement le 1<sup>er</sup> juillet, renouvelable à la même date chaque fois. Ce n'est pas du tout pratique pour les locataires et c'est certainement un inconvénient pour les propriétaires lorsque les gens doivent rompre leur bail avant un an révolu. De plus, il n'est pas juste que le locataire soit obligé de payer une indemnité de trois mois pour un appartement inoccupé, quand un avis d'un, deux ou trois mois suffit dans la plupart des autres villes de l'Amérique du Nord.

Il y aurait suffisamment d'appartements à louer à Montréal, (de qualité bien inégale, il faut l'admettre), à condition que tout le monde ne déménage pas le même jour. Ce sont de telles pressions qui causent la hausse des loyers. Qui va refuser de payer un loyer exorbitant pour un bon appartement lorsqu'une dizaine de personnes attendent en ligne pour l'avoir ?

JANE SORENSEN

# «Gâte-toi.»

— Disco Dan



Suivez les conseils d'un expert en divertissement et amusez-vous en grand dans le confort de votre foyer avec Sympatico<sup>™</sup> Haute vitesse de Bell et Bell<sup>™</sup> ExpressVu<sup>™</sup>.

#### Sympatico Haute vitesse

24,95 \$ pour les 3 premiers mois<sup>o</sup>

- Téléchargez plus d'images en mouvement et plus de sons<sup>1</sup>;
- parlez et surfez simultanément sur la même ligne<sup>2</sup>;
- assistance technique 24 h/24, 7 jours sur 7;
- trousse d'auto-installation gratuite<sup>3</sup>;
- courez la chance de gagner la décapotable de vos rêves<sup>4</sup> en vous abonnant avant le 31 juillet 2002<sup>5</sup>.

#### Bell ExpressVu

32,99 \$ pour les 5 premiers mois<sup>6</sup>

- Accédez à plus de 275 canaux vidéo;
- plus de 300 films par mois (y compris SUPER ÉCRAN) et plus de 100 autres chaînes de qualité numérique;
- images de qualité DVD et son Dolby numérique;
- service à la clientèle bilingue accessible 24 h/24, 7 jours sur 7.

Rabais de 50 \$ sur l'installation de votre service Bell ExpressVu par un pro<sup>7</sup>.

Pour profiter des deux services, composez le 1 866 610-VITE avant le 31 juillet 2002 ou rendez-vous dans un magasin Espace Bell.



allez-y



\* Le tarif de 57,94 \$ par mois comprend le service Internet Sympatico Haute vitesse à 24,95 \$ par mois et le forfait Ultra 7 de Bell ExpressVu à 32,99 \$ par mois, sous réserve des conditions du fournisseur de services. Le service Internet Sympatico Haute vitesse (aussi appelé service Internet Sympatico Édition haute vitesse de Bell) est fourni et facturé par Bell Canada. Le service Bell ExpressVu est fourni et facturé par Bell ExpressVu. \*\* Offre disponible jusqu'au 31 juillet 2002 et limitée à ceux qui s'abonnent pour la première fois au service Sympatico Haute vitesse de Bell et à Bell ExpressVu. Pour avoir droit au rabais d'installation de 50 \$ de Bell ExpressVu, le client doit être un abonné actif de chaque service. Visitez le site [www.expressvu.sympatico.ca](http://www.expressvu.sympatico.ca) d'ici le 14 août 2002 pour profiter de votre rabais de 50 \$. Le rabais sera appliqué à votre compte Bell ExpressVu dans un délai de 4 à 6 semaines. Le service Internet Sympatico Haute vitesse est offert seulement aux abonnés résidentiels, là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Les frais uniques d'activation de 29,95 \$ sont présentement annulés. Le tarif mensuel courant s'appliquera à partir du quatrième mois (actuellement 44,95 \$ par mois pour les nouveaux abonnés). Le tarif mensuel comprend l'accès et la location du modem et, à compter du 12 juin, 5 Go de données transmises en sens descendant et 5 Go en sens montant. À compter du 12 juin 2002, la transmission de données supplémentaires sera facturée par tranches de 1 Mo à raison de 7,95 \$ par Go. Cette offre ne peut être jumelée avec aucune autre offre Sympatico<sup>™</sup> Bell. Les vitesses de téléchargement en ligne peuvent varier en fonction du trafic Internet, du serveur ou d'autres facteurs. <sup>3</sup> L'installation ne comprend pas le coût de correction de la configuration de câblage à la résidence du client. L'installation par un technicien est offerte à 99 \$ plus taxes applicables. Jusqu'à concurrence de 50 000 \$, taxes incluses. <sup>4</sup> Pour être admissible, l'activation doit être effectuée avant le 19 août 2002. Limite d'une inscription par abonnement. Chaque nouvel abonné obtiendra une participation par jour à compter de sa date d'abonnement, et ce, jusqu'au 31 juillet 2002. Le concours s'adresse aux particuliers résidant au Québec. Aucun achat requis. Règlement disponible à [www.hautvitesse.ca](http://www.hautvitesse.ca). <sup>5</sup> Le prix courant du forfait Ultra 7 est de 47,99 \$. Le prix indiqué est calculé après application du crédit de programmation de 15 \$. Le crédit de programmation mensuel de 15 \$ sera appliqué pendant les cinq premiers mois de l'abonnement, pour un total de 75 \$ si le client maintient son abonnement à l'un des forfaits de programmation Ultra, Ultimate ou Super 7 Dragon. Le crédit de programmation est appliqué après les taxes applicables. À l'exclusion de la programmation Vu! Des frais de désactivation et d'autres conditions peuvent s'appliquer. Les prix, les forfaits et la programmation peuvent changer sans préavis. Voir les détails complets en magasin ou sur le site Web. Toutes les offres annoncées ici peuvent être annulées ou modifiées sans préavis. Tous les prix peuvent changer sans préavis et n'incluent pas les taxes applicables. Bell et Sympatico sont des marques de commerce de Bell Canada; Vu! et ExpressVu sont des marques de commerce de Bell ExpressVu, société en commandite.